



Photo : Ulysse Lemerise, Oxfam-Québec. Marche Monde, Montréal, 6 mai 2016.

JEUNES ET INÉGALITÉS

Appuyons les jeunes pour qu'ils deviennent maîtres de leur avenir

Les jeunes femmes et les jeunes hommes d'aujourd'hui doivent faire face à des problèmes sociaux, politiques et environnementaux de taille hérités des générations précédentes. Et pourtant ils sont systématiquement exclus des décisions stratégiques, et ce, même s'ils composent le quart de l'humanité. En tirant profit de l'énergie, de la créativité et du talent des jeunes pour remédier aux multiples inégalités auxquelles ils sont confrontés, nous profiterons tous d'un « dividende démographique » et bâtirons un monde plus juste.

SOMMAIRE

Les inégalités entre les générations ont crû à un rythme alarmant au cours des dernières décennies, tout comme l'écart entre les riches et les pauvres. Les politiques, qui ont permis qu'une part outrageusement importante de la richesse mondiale soit allouée à la poignée d'individus se trouvant au sommet de l'échelle des revenus, ont légué un présent difficile et un avenir incertain à une grande majorité des jeunes d'aujourd'hui.

Pourtant, les jeunes possèdent l'énergie, la créativité et la passion nécessaires pour s'attaquer aux problèmes insolubles hérités des générations précédentes. Moins assujettis par les structures idéologiques et institutionnelles, ils ont démontré leur capacité à sortir des sentiers battus pour concevoir des solutions novatrices.

Les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux sur Terre : 1,8 milliard de personnes sont en effet âgées de 10 à 24 ans, la majorité d'entre elles vivant dans les régions urbaines de pays en développement. En raison de leur nombre, les jeunes pourraient apporter à bon nombre des pays les plus pauvres un « dividende démographique », car, quand ils auront atteint l'âge de travailler, ils seront bien plus nombreux que la population qui dépendra de leur travail. En Afrique subsaharienne, avec les bons investissements et les bonnes politiques jeunesse, ce dividende pourrait constituer jusqu'au tiers du produit intérieur brut (PIB) actuel de la région, et ce, pour une période pouvant s'étaler jusqu'à 30 ans.

En dépit de leur nombre et de leur potentiel, les jeunes sont largement exclus des processus politiques officiels et continuent d'être assujettis aux systèmes d'autorité fondés sur l'âge. Même s'ils subiront les conséquences des dilemmes non résolus de ce monde, comme celles du changement climatique, ils sont politiquement et culturellement marginalisés. Cette triste réalité est particulièrement évidente dans les politiques publiques centrées sur les adultes, les normes sociales et les valeurs qui ne tiennent pas compte de la vision, des intérêts et de la voix des jeunes.

Jeunes qui réclament une représentation politique et veulent avoir leur mot à dire dans les politiques gouvernementales. Langgin, une jeune femme de 20 ans provenant d'une collectivité agricole de l'île de Mindanao, aux Philippines, est de ceux-là. Elle voue son énergie à rassembler les jeunes de sa région pour qu'ils discutent des effets du changement climatique et fassent part de leurs inquiétudes au gouvernement local. Elle a ressenti l'appel de l'activisme lorsque des conditions météorologiques extrêmes et inattendues ont eu raison des récoltes de sa famille et qu'elle a dû abandonner ses rêves de devenir vétérinaire.

Les jeunes dirigent, sans surprise, de nombreux mouvements politiques émergents à travers le monde. Ils ont ardemment critiqué la manière dont l'argent et les privilèges ont réécrit les règles du système, faisant ainsi augmenter le risque économique qui guette les jeunes et empêchant ces derniers de se prononcer sur les politiques qui influencent leur vie.

« J'espère que chacun trouvera le courage de défier l'adversité et de rayonner en traversant les difficultés ainsi que les obstacles que la société impose aux filles et à tous ceux appartenant aux communautés marginalisées. »

Zainab Asif Dar, 22 ans, étudiante au Pakistan

Au cours des dernières années, s'est produite une hausse importante de l'intérêt des dirigeants politiques et des groupes de la société civile pour les enjeux entourant les jeunes. Depuis cinq ans, il y a eu une explosion des rencontres, des sommets, des forums et d'autres événements visant à trouver des solutions novatrices aux problèmes qui touchent les jeunes ainsi qu'à créer des liens entre les jeunes des différentes régions du monde. On a par ailleurs assisté à une augmentation de 50 % du nombre de pays possédant des politiques jeunesse nationales.

Puisque la jeunesse d'aujourd'hui sera appelée à devenir le moteur économique de demain, les décideurs doivent unir leurs efforts pour améliorer la participation des jeunes à l'élaboration des politiques. Ils devraient considérer les jeunes comme des citoyens actifs artisans de leur avenir. Les jeunes devraient recevoir une éducation de qualité, l'accès à des services de santé ainsi que la formation et le soutien dont ils ont besoin pour obtenir un emploi décent et durable.

Les décideurs devraient par ailleurs voir au-delà de l'emploi et de l'éducation pour s'attaquer à d'autres inégalités fondamentales touchant les jeunes. Ces derniers ne constituent pas un groupe homogène et certains sont davantage touchés par les inégalités que d'autres.

Des millions de jeunes subissent, partout sur la planète, de la discrimination en raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur race, de leur caste, de leur religion, de leur ethnie, de leurs capacités physiques ou de leur lieu de vie. Le caractère multidimensionnel de ces formes de discrimination systémique expérimentées par les jeunes mérite une attention spéciale.

La participation des jeunes sera déterminante pour trouver des solutions aux inégalités. Les jeunes d'aujourd'hui forment la génération qui pourra le plus probablement mettre fin à la pauvreté, stopper le changement climatique et atteindre les objectifs de développement durable. Le soutien de leurs aînés pourra les aider à obtenir le pouvoir, les connaissances et les aptitudes nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Les parents, les éducateurs, les décideurs et autres dirigeants devraient s'unir aux jeunes pour s'attaquer aux normes et aux comportements qui nous empêchent tous de faire respecter nos droits fondamentaux et de construire une société plus tolérante, pacifique et juste.

Depuis 2014, Oxfam demande qu'une action urgente soit entreprise pour s'attaquer aux inégalités extrêmes qui menacent de miner les progrès réalisés, dans le dernier quart de siècle, en matière de réduction de la pauvreté. Peu importe la forme qu'elle prend, l'inégalité, constitue aujourd'hui un obstacle fondamental au bien-être des jeunes de partout sur la planète. Nous espérons que ce document vous aidera à mieux comprendre ce défi et à entreprendre des actions efficaces pour le relever.

« En tant que jeune femme de la Nation dénée, J'ai vu et expérimenté l'oppression directement... Je comprends que ce sera à ma génération et à celles après nous de veiller à ce que les objectifs de développement durables de l'ONU se concrétisent. C'est une grande responsabilité... Je vais tenter de faire ma part dans la communauté où je vis. »

Angela Code, 27 ans,
femme de la Première
Nation des Dénés Sayisi,
Manitoba du Nord au
Canada

1 INTRODUCTION

« Les dirigeants de notre pays disent que nous ne sommes que des enfants et que nous serons les dirigeants de demain. Sauf que, demain, c'est toujours plus tard. Il est temps que la jeunesse transforme demain en aujourd'hui. »¹

Au cours des dernières décennies, alors que l'écart entre les riches et les pauvres s'est rapidement creusé partout dans le monde, les inégalités entre les générations ont aussi crû à un rythme alarmant. Les politiques qui ont permis qu'une part outrageuse de la richesse mondiale soit allouée à la poignée d'individus se trouvant au sommet de l'échelle des revenus ont fait en sorte que les jeunes du monde entier sont aux prises avec un présent difficile et un avenir incertain.

Les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux sur Terre : 1,8 milliard de personnes sont en effet âgées de 10 à 24 ans,¹ la majorité d'entre elles vivant dans les régions urbaines de pays en développement.² L'Afrique est le continent où la proportion de jeunes est la plus élevée : 60 % de sa population est âgée de moins de 24 ans et 19,5 % de sa population est âgée de 15 à 24 ans.³ C'est l'Asie qui compte le plus de jeunes : 754 millions, un nombre qui a presque triplé depuis 1950.⁴ Le Canada, pour sa part, présente des chiffres un peu moins spectaculaires, 27,6 % de sa population étant âgée de moins de 24 ans et 12,1 % de sa population étant âgée entre 15 et 24 ans.⁵

Bon nombre des pays les plus pauvres pourraient bénéficier d'un « dividende démographique » lorsque leurs jeunes auront atteint l'âge de travailler et seront plus nombreux que la population qui dépendra de leur travail. Un récent rapport du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) estime qu'en axant les bons investissements et les bonnes politiques sur la jeunesse, le dividende, en Afrique subsaharienne, pourrait atteindre jusqu'à « 500 milliard de dollars par année, soit environ le tiers du produit intérieur brut (PIB) actuel de la région, et ce, sur une période pouvant s'étaler jusqu'à 30 ans. »⁶

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a souligné que les jeunes de la génération actuelle profitent d'une chance sans précédent, déclarant qu'ils sont « la première génération qui peut mettre fin à la pauvreté [et] aussi la dernière génération qui peut ralentir le réchauffement mondial. »⁷

Témoins d'une enfilade de soulèvements politiques menés par des jeunes au cours des dernières années, les gouvernements, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé doivent mieux comprendre la manière dont les inégalités affectent la vie des jeunes. Nous devons mieux comprendre les efforts visant à faire augmenter la participation sociale et politique des jeunes pour leur donner davantage accès à des emplois et à du capital et réduire la marginalisation des groupes vulnérables. Nous devons aussi nous allier à la jeunesse pour modifier les normes sociales et les comportements qui empêchent les jeunes (surtout les jeunes femmes) d'atteindre leur plein potentiel.

Ce document s'appuie sur le travail d'Oxfam pour mettre fin aux inégalités économiques extrêmes et illustre comment la jeunesse des pays à faible, à moyen et à revenu élevé, y compris le Canada, doivent lutter contre la montée

« En tant que militante pour la jeunesse, je ressens le besoin d'inciter d'autres jeunes à agir contre le changement climatique, car nous savons que nous serons directement touchés par ce dernier, qui ne fera qu'empirer. »

– Langgin, 20 ans, militante pour la jeunesse aux Philippines

1 Extrait du discours de Kiserian, dirigeant d'un groupe de jeunes Kényans, au Kenya. 2 mars 2014.

spectaculaire d'inégalités économiques qui ont des répercussions sur toute la planète.

Le document commence par l'analyse de l'impact spécifique et disproportionné de l'inégalité vécue par les jeunes (section 2). Il offre ensuite un aperçu des initiatives prises par les gouvernements et les organisations multilatérales pour remédier aux inégalités vécues par les jeunes (section 3), puis un examen des initiatives attrayantes des jeunes activistes et des organisations de jeunes (section 4). La dernière section présente des conclusions et des recommandations pour les décideurs, les organisations de jeunes et de développement international (section 5).

Qui sont les jeunes ?

Il n'y a pas de définition universellement acceptée de la « jeunesse ». C'est plutôt une construction sociale et culturelle incluant une variété d'indicateurs comme l'âge, l'état matrimonial, la dépendance financière, la responsabilité et la dépendance émotionnelle envers les principaux fournisseurs de soins. Ces indicateurs varient considérablement d'une culture et d'un contexte à l'autre.

Les jeunes femmes sont aux prises avec des défis particuliers et sont généralement plus marginalisées que les jeunes hommes, et ce, pour tous les indicateurs de développement. Par ailleurs, elles ne sont souvent considérées comme des adultes que quand elles se marient ou qu'elles ont des enfants, peu importe leur âge.⁸

Les catégories d'âges dans lesquelles on considère que les personnes sont « jeunes » se sont élargies au cours des dernières années en raison du déclin économique, de l'augmentation du nombre d'années obligatoirement passées sur les bancs l'école et des difficultés croissantes que rencontrent les jeunes quand vient le temps de fonder une famille. Au Kenya, on considère comme jeune toute personne âgée de 18 à 35 ans,⁹ alors qu'en Afrique du Sud, c'est plutôt de 14 à 35 ans, contre 12 à 30 ans pour le Honduras.¹⁰

Le Canada n'a, à l'échelle nationale, pas défini de catégories d'âge pour la jeunesse, bien que certains organismes provinciaux, y compris ceux du Québec, utilisent l'intervalle de 15 à 29 ans.¹¹ Les jeunes forment ainsi un groupe diversifié dont la composition repose davantage sur les facteurs sociaux et culturels que sur l'âge.¹²

Tout en reconnaissant que la « jeunesse » ne saurait se limiter qu'à un groupe d'âge fixe, Oxfam s'appuie sur la définition des Nations unies, qui considère comme « jeunes » les personnes âgées de 15 à 24 ans.

L'approche d'Oxfam concernant le travail avec les jeunes

Oxfam souhaite une transformation de la structure du pouvoir, qui est actuellement inégalitaire (notamment en ce qui concerne l'avancement des droits de la femme), en relations sociales et politiques équitables dans le cadre desquelles les droits et les besoins des jeunes seront compris et respectés et où les jeunes participeront aux prises de décisions qui auront des conséquences sur leur vie et sur celle de leur communauté.

Le travail d'Oxfam avec la jeunesse repose sur la croyance que, si les jeunes peuvent utiliser librement et efficacement leur énergie, leurs aptitudes et leur créativité pour défendre leurs droits et influencer les structures et les comportements, ils pourront créer un changement durable dans les communautés, les régions et le monde.

L'un des éléments centraux de cette approche est un changement dans la façon de penser et dans les stratégies utilisées. On passe de la création de programmes *pour* les jeunes à la création de programmes *avec* les jeunes tout en encourageant ces derniers à *diriger* les efforts pour contrer la pauvreté et l'injustice. Cela implique de travailler en partenariat avec les jeunes pour amplifier leur voix quand ils s'adressent à ceux qui tiennent les rênes du pouvoir, de créer des espaces qui permettent la participation des jeunes et de donner envie aux décideurs des secteurs public et privé de travailler en partenariat avec les jeunes¹³.

2 CONSÉQUENCES DES INÉGALITÉS SUR LES JEUNES

« Le monde a changé et va changer, mais en fin de compte ce qui est requis est le même : l'accès à un travail décent et la possibilité de développer un projet de vie. »²

La terre est habitée par la plus grande population mondiale de jeunes jusqu'à ce jour, mais le monde a laissé tomber les millions de jeunes d'aujourd'hui. Ils portent le fardeau de multiples inégalités sociales, économiques et politiques. Ils ne peuvent faire valoir leurs droits fondamentaux et un trop grand nombre n'ont pas réellement la chance d'atteindre leur plein potentiel.

Ces inégalités multiples frappent plus durement les jeunes femmes, les minorités ethniques, les personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, intersexuées et en questionnement (LGBTIQ) et les jeunes marginalisés qui, à de nombreux endroits dans le monde, sont victimes de préjugés et de discrimination. Quand leurs identités se chevauchent, les jeunes subissent souvent de la discrimination multiple et multidimensionnelle qui crée des barrières solides les empêchant de participer pleinement à la société.

Dans certains pays, il est plus fréquent pour les filles de mourir en couches que de terminer leurs études et on estime qu'une fille sur trois sera mariée avant l'âge de dix-huit ans, certaines étant données en mariage dès l'âge de huit ans. Plus de 500 millions de jeunes vivent avec moins de 2 \$ par jour et près de 126 millions d'entre eux sont incapables de lire une phrase complète.¹⁴

Cette situation difficile peut être en grande partie attribuée à la croissance galopante des inégalités économiques extrêmes au cours des trente dernières années. Le fait qu'une grande partie des richesses et des ressources se trouve entre les mains d'une minorité de personnes (en 2016, les 62 personnes les plus riches au monde possédaient autant d'argent que la moitié la plus pauvre de la population mondiale¹⁵) a aggravé les inégalités entre les jeunes et les moins jeunes et a eu des effets disproportionnés sur les jeunes.¹⁶

Dans de nombreux pays, les aînés sont également durement touchés par le fossé béant entre les riches et les pauvres. Des États-Unis à l'Italie, jusqu'en Espagne, un nombre croissant de personnes dépassant 65 ans demeurent sur le marché du travail en raison des compressions gouvernementales limitant les prestations de retraite et augmentant l'âge de la retraite, ce qui réduit aussi les possibilités pour les jeunes.¹⁷

2 Guy Ryder, directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT) Cité dans le Centre d'actualités de l'ONU. « L'emploi des jeunes, une "priorité absolue" en Amérique latine », dit le chef du travail des Nations unies <http://fr.southsouthnews.com/inside-the-un/un-features/87-regions/americas/98292-youth-employment-an-absolute-priority-in-latin-america-un-labour-chief>

Qu'est-ce que l'inégalité ?

Les mesures d'inégalité sont souvent axées sur les inégalités économiques (revenu, salaire ou richesse) et sont calculées selon des index comme le coefficient de Gini.¹⁸ Cependant, l'inégalité peut également reposer sur l'accès à des conditions de vie adéquates, à l'éducation, aux réseaux sociaux, aux forums politiques ou à un environnement de travail décent.¹⁹

Les inégalités sociales et économiques chroniques peuvent aller de termes inégalitaires pour le commerce international à des conditions de travail abusives en passant par des politiques inflexibles contrôlées par l'élite. Les préjugés sexistes contribuent de façon importante à renforcer toutes les formes d'inégalité et les filles ainsi que les femmes sont, en général, victimes d'inégalités plus grandes que leurs homologues masculins.

De nombreuses études ont démontré que l'inégalité économique extrême nuit à la croissance économique²⁰ et est aggravée par les inégalités préexistantes entre les femmes et les hommes ainsi qu'entre les personnes vivant dans des régions rurales et urbaines. Une vaste étude comparative a démontré qu'il « est six fois plus probable, pour les femmes des milieux ruraux les plus pauvres, de ne jamais aller à l'école que pour les hommes des milieux urbains les plus riches. »²¹

Le fondamentalisme des marchés ainsi que le contrôle politique par les élites sont au cœur de l'inégalité économique extrême et limitent les chances d'épanouissement de millions de jeunes dans le monde, et ce, de nombreuses façons. Tout d'abord, l'inégalité économique limite la mobilité sociale, ou la possibilité qu'une personne puisse, au cours de sa vie, travailler pour accéder à une meilleure situation économique. L'économiste Miles Corak a publié de nombreux textes sur la relation entre l'inégalité économique et la mobilité sociale, démontrant que, « dans les pays où l'inégalité des revenus est plus grande [...], une plus grande fraction des avantages ou des désavantages économiques est transmise des parents à leurs enfants. »²² Les inégalités entre les sexes influencent aussi la mobilité sociale. Une étude de la Brookings Institution démontre que les jeunes femmes des États-Unis sont moins susceptibles que les hommes d'échapper à la pauvreté de leurs parents.²³ À moins qu'ils viennent de milieux très privilégiés, les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas les mêmes chances que les jeunes d'hier.

L'inégalité économique nuit aussi à l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services pour les jeunes. La pauvreté interagit avec l'inégalité économique pour créer des « pièges de pauvreté », qui tirent les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées vers le bas et les y maintiennent. Les services de santé publique et d'éducation gratuits sont des armes puissantes pour lutter contre l'inégalité économique. L'enseignement primaire universel gratuit est vital pour permettre aux filles et aux jeunes femmes d'avoir plus de contrôle sur leur vie; il aide à prévenir les mariages d'enfants, il encourage à limiter la taille des familles et permet d'obtenir une meilleure position économique au sein de la société.²⁴

L'accès à Internet doit aussi être fourni à plus de jeunes dans le monde, puisque cette technologie permet d'apprendre au-delà de la salle de classe et constitue une plateforme très précieuse pour les communications sociales et politiques. L'activisme numérique (qui va des réseaux de mouvements sociaux au hacktivisme) est l'une des formes d'engagement communautaire des jeunes qui

croît le plus rapidement, mais se limite à ceux qui ont accès aux fonds et aux technologies nécessaires, c'est-à-dire le plus souvent aux hommes.²⁵

Dans de nombreux pays, qu'il s'agisse de pays développés ou de pays en développement, de tels services publics sont de plus en plus sujets à des frais qui les rendent difficilement accessibles à la majorité des jeunes, surtout des jeunes femmes. Les frais de scolarité augmentent et, dans certains pays, il commence à y avoir des frais pour l'éducation primaire.²⁶ Au Kenya, les frais de scolarité pour l'école secondaire augmentent bien plus rapidement que le taux d'inflation. L'éducation secondaire privée peut ainsi coûter jusqu'à 23 600 \$ (américains) par année.²⁷ Quand les jeunes gens de talent ne peuvent se permettre de poursuivre des études secondaires ou des études supérieures, leur talent n'est pas mis à profit et il s'en suit une réduction de l'innovation dans leur société en raison de la perte de leur contribution potentielle.

Pour les jeunes qui réussissent à suivre des études supérieures, le défi ne réside pas que dans le coût, mais aussi dans la qualité de l'éducation. Le Bénin, en Afrique de l'Ouest, illustre très bien ce fait. Depuis 2001, la seule université publique du pays, l'université d'Abomey-Calavi, donne ses cours dans des classes surchargées, offrant des formations spécialisées en science et technologie qui ne sont pas adaptées aux besoins. À partir de 2001, l'ouverture de nouvelles universités publiques comme l'université de Parakou et l'université Agricole de Kétou,²⁸ a amélioré la situation de la fréquentation des classes. D'autre part, les universités privées, qui n'ont parfois pas d'accréditations et sont largement spécialisées en études scientifiques et technologiques, représentent toujours une grande part de l'éducation supérieure au Bénin. En 2009, les universités et collèges privés comptaient pour 20 % de toutes les inscriptions aux cours supérieurs.²⁹ Bien que le gouvernement travaille à élargir son réseau d'universités publiques et lutte contre les institutions privées non-accréditées, les étudiants qui sont en mesure de payer les frais de scolarité choisissent en grand nombre les établissements privés.

Les frais de scolarité élevés sont aussi un problème pour les jeunes des pays riches. Aux États-Unis, les frais de scolarité ne cessent de grimper (une augmentation pouvant aller jusqu'à 14 % par année) et s'accompagnent d'un déclin de la qualité de l'éducation ainsi que de coupures généralisées dans les programmes et de réductions dans le nombre de professeurs, même si les étudiants sont plus nombreux.³⁰ En 2011, un mouvement massif de jeunes, nommé Le Printemps Érable, a balayé le Québec et a bloqué avec succès la hausse des frais de scolarité. Dans la province, 65 % de la population étudiante à temps plein au premier cycle est endettée (de 13 967 \$ par étudiant en moyenne, alors que 1 sur 4 est endetté de plus de 20 000 \$).³¹

Les services privés misent sur les riches pour faire de l'argent, laissant les jeunes les plus pauvres et les plus vulnérables aux prises avec un énorme désavantage alors qu'ils tentent de faire la transition vers la vie adulte.

Comme il a clairement été énoncé dans le « rapport mondial 2016 de la jeunesse des Nations unies sur la participation civique des jeunes (2016 UN World Youth Report on Youth Civic Engagement) », les inégalités socioéconomiques mènent à de plus grandes incidences de violence et d'instabilité et font fortement augmenter les probabilités que les jeunes se joignent à des groupes radicaux ou extrémistes.³² Le stéréotype voulant que les jeunes soient les seuls à commettre des crimes violents est certainement exagéré. Toutefois, les jeunes pauvres et

sans emploi sont représentés de façon disproportionnée dans la criminalité; souvent, des adultes en font des enfants-soldats ou les manipulent, les paient ou leur forcent la main pour qu'ils s'adonnent à des crimes violents. Dans les zones de conflits, les jeunes sont souvent attirés vers les groupes violents qu'ils voient comme les seuls garants de leur sécurité et de leur subsistance.

Au Kenya, pendant les événements violents qui ont suivi les élections de 2007, des rapports ont mis en lumière le fait que les politiciens de l'élite employaient de jeunes hommes de leur groupe ethnique pour qu'ils combattent les groupes des ethnies hostiles.³³ Ces jeunes ont été à l'origine de la vaste majorité des meurtres qui ont eu lieu lors de cet horrible épisode de l'histoire du Kenya. Un autre exemple souligné par le « Rapport mondial de la jeunesse (World Youth Report) » des Nations unies est celui d'Ajmal Kasab, le seul terroriste ayant survécu aux attaques de Mumbai, en Inde, en 2008. Il est possible qu'il ait été forcé de rejoindre l'opération pour que de l'argent soit remis à sa famille appauvrie.³⁴

Les jeunes hommes sans emploi sont aussi plus susceptibles de se joindre à des gangs et de subir de la violence de la part des policiers. Aux États-Unis, une enquête de *The Guardian* a déterminé que les jeunes hommes noirs âgés de 15 à 34 ans étaient « neuf fois plus susceptibles que la population en général d'être abattus par des policiers en 2015 ». ³⁵ L'Amérique latine, en plus d'être l'un des territoires les plus inégalitaires du monde, est, à l'exclusion des zones de guerre, l'un des endroits les plus dangereux de la planète. Une étude de cas de la Banque mondiale s'étant penchée sur les guerres de drogue du Mexique met en évidence la relation qui existe entre, d'une part, l'inégalité des revenus et, d'autre part, les activités criminelles ainsi que la participation aux gangs.³⁶

De manière plus générale, les hauts taux de chômage mènent à une augmentation de la tendance à croire que la démocratie est mauvaise pour l'économie, qu'elle est indécise et inefficace et qu'un dirigeant voyou ferait un meilleur travail.³⁷ Les hauts taux de chômage sont liés à l'agitation sociale. Plusieurs croient d'ailleurs que le haut taux de chômage chez les jeunes, dans une société où ceux-ci sont nombreux, aurait joué un rôle clé dans le Printemps arabe et l'agitation subséquente au Moyen-Orient.³⁸ Il est important de noter, cependant, que le chômage n'est pas le seul facteur qui amène les jeunes à protester et à recourir à la violence. Une récente étude effectuée par MercyCorp conclut qu'un plus grand sentiment de frustration contre le gouvernement, qui résulte souvent d'une mauvaise gouvernance et d'autres facteurs sous-jacents, est le plus souvent l'élément déclencheur.³⁹

L'inégalité économique extrême est au premier plan des inquiétudes d'Oxfam puisque les autres formes d'inégalité, y compris les inégalités entre les sexes, empirent en même temps que l'écart se creuse entre les personnes les plus riches et les plus pauvres d'un pays.⁴⁰ La jeunesse déjà confrontée à de nombreuses formes de discriminations est donc reléguée encore plus bas dans l'échelle sociale. Il faut examiner ces autres formes d'inégalité importantes.

Pour ce qui est de l'inégalité politique, les jeunes manquent de forums et d'occasions pour participer à la politique et influencer cette dernière. Ils sont souvent sous-représentés dans les postes gouvernementaux d'influence ou dans les systèmes hiérarchiques en faveur des aînés et n'ont pas assez de forums pour exprimer leurs inquiétudes et demander au gouvernement d'agir. Quand des jeunes ont la possibilité de participer à la politique et au processus de décision,

« À l'échelle mondiale, plus de 73 millions de jeunes sont sans emploi et les jeunes sont trois fois plus susceptibles de ne pas trouver de travail que les travailleurs et les professionnels expérimentés. En dépit de certains progrès, les filles et les jeunes femmes sont toujours aux prises avec de la discrimination fondée sur le sexe, peu importe leur milieu. »

Bulletin d'information de l'ONG Empower Women, août 2015

ce sont généralement ceux provenant de milieux privilégiés qui sont les plus susceptibles de se faire entendre et qui, en fin de compte, bénéficient le plus des initiatives jeunesse.

Dans leur propre famille et collectivité, les jeunes n'ont souvent aucune influence sur les prises de décisions. Ils doivent se battre contre les normes ainsi que les comportements qui diminuent la portée de leur voix et renforcent l'inégalité. Parce qu'elles cautionnent trop souvent le travail des jeunes sans rémunération pour leur famille et le refus au droit d'accéder à la santé sexuelle ainsi que reproductive, des perceptions largement répandues peuvent être à l'origine de défis socioéconomiques importants pour les jeunes. Les jeunes femmes sont davantage touchées par les normes de leur société, ce qui peut les empêcher de participer à l'action politique, limiter leur accès à l'éducation, leur imposer une lourde charge de travaux domestiques non rémunérés et les décourager de faire valoir leurs droits. Les femmes gagnent encore beaucoup moins d'argent que les hommes pour un travail équivalent et n'ont pas assez de contrôle sur leur revenu et leur argent. La discrimination systémique envers les femmes et les filles est à la fois la cause et le résultat des inégalités qui encouragent la pauvreté et peut être exacerbée par la classe sociale, l'ethnicité et l'âge.

La société, dans son ensemble, se porte plus mal là où le taux de chômage est élevé chez les jeunes, où l'on refuse d'entendre leur voix et où on leur donne trop peu d'occasions de développer leur plein potentiel en raison de préjugés sur leur race, leur sexe ou leur ethnicité. Les jeunes seront aux prises avec les conséquences de problèmes sérieux que leurs aînés n'ont pas réussi à résoudre. La jeune génération actuelle (et surtout les jeunes pauvres) passera probablement sa vie entière à lutter contre les conséquences de l'échec des gouvernements mondiaux à réduire les émissions de carbone. Dans les collectivités locales du monde entier, la recherche de solutions (pratiques et politiques) pour vivre avec le changement climatique est de plus en plus reléguée à la jeune génération.

C'est entre 18 et 25 ans que les jeunes adultes forment leurs croyances sur la façon dont la politique, la société et l'économie fonctionnent, et leurs expériences, pendant ces années cruciales, influenceront la conception qu'ils en auront tout au long de leur vie. Des études ont démontré qu'être sans emploi au cours de ces années formatives rend les jeunes plus enclins à croire que le succès tient davantage de la chance que du travail acharné ou du talent et leur donne moins envie de faire confiance aux institutions publiques.⁴¹

L'inégalité économique affecte indirectement et directement la probabilité, pour les jeunes, d'obtenir un emploi productif et stable, une réalité qui a été largement étudiée. En temps de récession, les jeunes sont les premiers à perdre leur emploi, ce qui a des conséquences durables sur leur avancement professionnel.

LES JEUNES SONT DAVANTAGE TOUCHÉS PAR LES CRISES ÉCONOMIQUES

« Nous ne devons pas perdre de vue le fait que la reprise n'est pas universelle et que près de 43 % des jeunes travailleurs, à l'échelle mondiale, sont toujours sans emploi ou travaillent tout en vivant dans la pauvreté. Il est toujours difficile, de nos jours, d'être jeune et de se lancer sur le marché du travail. »⁴²

Bien que les effets de la récession mondiale de 2008 ont beaucoup varié, les jeunes ont inmanquablement été les premiers à en souffrir. Ils ont de plus été frappés plus durement par cette récession que par les précédentes. Une étude effectuée sur 17 pays à revenu intermédiaire a déterminé que ce sont les jeunes qui ont connu les plus hauts taux de chômage, ces derniers étant même plus élevés chez les jeunes femmes, les jeunes de groupes marginalisés et les jeunes vivant en milieu rural. Sur 15 des 17 pays étudiés, les taux salariaux ont aussi diminué chez les jeunes.⁴³

En Amérique latine, en dépit de taux de chômage généraux relativement bas au cours de la dernière décennie, les jeunes comptaient pour 40 % de toutes les personnes sans emploi alors qu'ils ne composent que 18 % de la population.⁴⁴

Une étude du Fonds monétaire international (FMI) sur les pays développés a établi que, depuis 2008, le chômage chez les jeunes a augmenté de 6,5 %, par rapport à seulement 4 % lors des récessions précédentes.⁴⁵ Au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les jeunes ont, pour la première fois, pris la place des aînés en devenant les plus exposés au risque de pauvreté.⁴⁶ Dans de nombreux pays européens, plus du tiers de tous les jeunes au chômage se retrouvent sur le chômage pour une période prolongée.⁴⁷

Les perspectives d'avenir pour les jeunes sont particulièrement sombres en Asie du Sud, où le taux de chômage chez les jeunes est quatre fois plus élevé que celui des adultes, une réalité qui n'est pas près de s'améliorer en raison des millions de jeunes qui entreront sur le marché du travail au cours des cinq prochaines années.⁴⁸

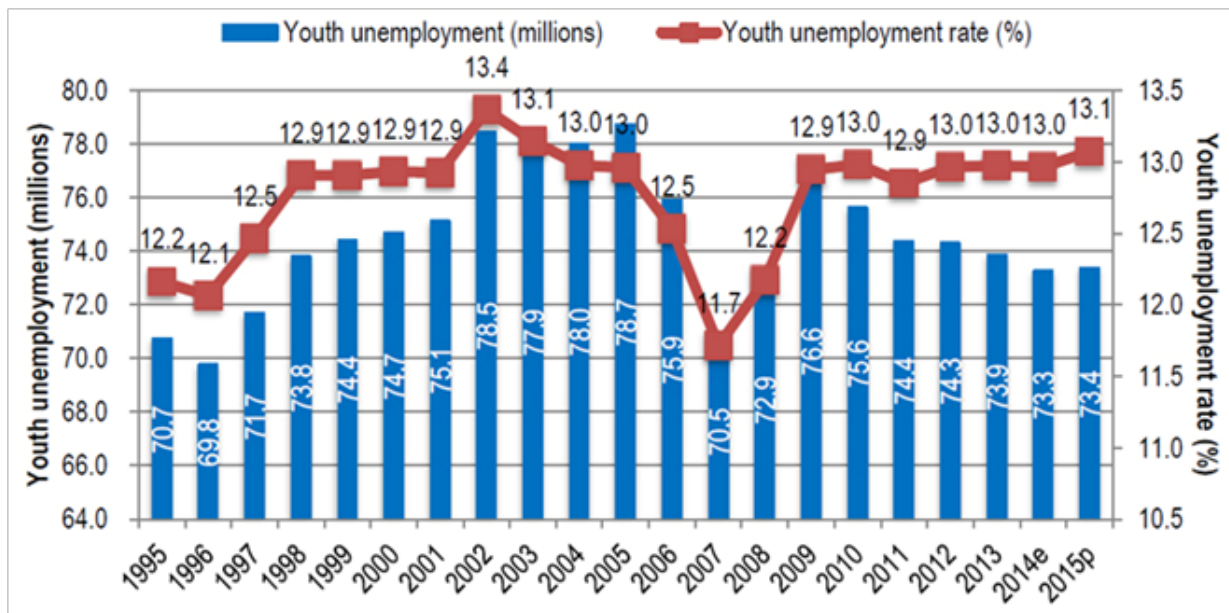
La situation de nombreux jeunes à l'emploi demeure précaire. Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) paru en 2015, les emplois de deux jeunes travailleurs sur trois dans les pays affichant le plus faible revenu se trouvent soit dans une situation de travail autonome précaire ou travaillent sans rémunération pour leur famille.⁴⁹ Les jeunes sont contraints d'accepter des types d'emploi risqués et dangereux dans le secteur informel où ils ne peuvent exercer leurs droits. Globalement, les jeunes ni aux études, ni en emploi, ni en formation (NEET) représentaient 16,2 % de la population totale âgée entre 15 et 24 ans en 2013.⁵⁰ Parmi les jeunes NEET, il y a une surreprésentation des jeunes femmes et des jeunes possédant un faible niveau de scolarité.⁵¹ Les résultats d'une enquête de l'Organisation internationale du Travail (OIT) effectuée dans 25 pays montrent que, en général, les jeunes femmes ont plus de difficulté à obtenir un emploi décent que les jeunes hommes et que la crise économique de 2008 a fait grimper le ratio d'emplois précaires chez les femmes.⁵²

Les normes et croyances d'une société peuvent jouer un rôle important dans la contribution des jeunes aux soins non rémunérés et au travail non rétribué dans la famille. Dans de nombreux endroits, les jeunes apprennent très tôt que les femmes sont seules responsables de prendre soin des enfants, de cuisiner et de faire le ménage et qu'il serait honteux pour un homme d'exécuter la moindre tâche domestique. La persistance des rôles figés selon le sexe dans la famille signifie que les femmes consacrent beaucoup plus de temps au travail domestique non rémunéré que les hommes.⁵³ Ainsi, le travail non rétribué dans la famille crée des barrières pour les jeunes, surtout pour les jeunes femmes qui veulent fréquenter l'école ou trouver un emploi rémunéré.⁵⁴

Graphique 1 : Chômage mondial des jeunes, 1995–2015

Chômage des jeunes (millions)

Chômage des jeunes



e = estimation; p = projection

Source : OIT

Les ralentissements économiques ont des répercussions durables sur les économies et les sociétés. Sans les bonnes interventions en matière de politiques, ces répercussions continuent de se faire sentir même quand les économies se redressent. Les jeunes qui ont perdu leur emploi pendant la crise financière de 1997, en Indonésie, étaient toujours moins susceptibles d'occuper un emploi de nombreuses années plus tard. Une plus grande proportion de ceux qui avaient un emploi était par ailleurs employée de façon informelle. La situation a été semblable pour les jeunes qui sont entrés sur le marché du travail pendant les récessions de 1982 à 1999 dans les pays à moyen et à haut revenu, y compris le Canada. Lorsque le marché du travail s'est redressé et que des emplois plus appréciables sont devenus disponibles, leur expertise était moins récente et pertinente que celle des jeunes qui venaient de sortir de l'école. Même 10 à 20 ans après la récession, le premier groupe de jeunes gagne souvent moins que le deuxième et occupe des emplois moins prestigieux.⁵⁵

Étude de cas n° 1 : Le fossé entre les générations se creuse au Canada

Les jeunes Canadiens sont actuellement aux prises avec de hauts taux de chômage alors que l'accès aux études supérieures devient plus difficile, surtout pour les jeunes des Premières nations et les jeunes immigrants.

Les frais de scolarité ont plus que triplé depuis 1995 pour les études de premier cycle.⁵⁶ De tels frais grugent un bien plus grand pourcentage du revenu des minorités que des autres : ils comptent pour environ 11 % du revenu annuel moyen des hommes blancs, contre 15 % du revenu annuel moyen des hommes des minorités visibles et 21 % du revenu annuel moyen des femmes des minorités visibles⁵⁷.

Selon la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, « les étudiants d'aujourd'hui appartiennent à la génération la plus endettée de l'histoire canadienne. En moyenne, les étudiants terminent leur diplôme avec une dette de 28 000 \$. »⁵⁸ La province de Québec possède les frais de scolarité et les niveaux d'endettement les plus bas au pays. Cependant, les étudiants du Québec ayant des enfants forment un autre groupe à risque. Près de 9 étudiants avec enfants sur 10 doivent s'endetter pour suivre des études supérieures, par rapport à 6 étudiants sans enfants sur 10. La dette moyenne des premiers s'élevant à 20 100 \$, contre 13 445 \$ pour les seconds.⁵⁹ Après quatre années d'études universitaires, l'étudiant moyen cumule près de 30 000 \$ de dettes.⁶⁰

Les frais d'intérêts pour les prêts étudiants affectent les pauvres de façon disproportionnée puisqu'ils paient souvent 40 % plus pour leur éducation que ceux qui peuvent payer leurs études sans aide financière. Ces chiffres, basés sur les prêts à conditions favorables du gouvernement, ne sont que la pointe de l'iceberg quand on pense que beaucoup d'étudiants doivent se tourner vers le secteur privé pour financer leurs études.

Le chômage chez les jeunes était à son apogée pendant la récession et est encore deux fois plus élevé que le taux de chômage global. Environ un tiers de jeunes Canadiens travaillent à temps partiel, bon nombre d'entre eux travaillant à bas salaire dans des postes temporaires.⁶¹ De plus, 27,7 % des Canadiens âgés de 15 à 24 ans étaient sous-employés en 2014.⁶² Depuis la crise financière, plus de diplômés universitaires, et surtout plus de femmes, ont dû accepter des emplois ne nécessitant que des études secondaires ou moins encore.

Les jeunes Canadiens gagnent aussi moins d'argent. Si l'on tient compte de l'inflation, une personne âgée de 25 à 34 ans qui travaille à temps plein gagne, aujourd'hui, 4 200 \$ de moins par année que si elle avait effectué le même travail il y a trente ans. L'écart de revenu entre les différents groupes d'âge a aussi augmenté : en 1980, les Canadiens âgés de 25 à 34 ans gagnaient 47 % moins que les Canadiens âgés de 50 à 54 ans. Maintenant, cet écart est de 64 %.⁶³

L'inégalité économique extrême affecte gravement le bien-être et les possibilités d'épanouissement des jeunes. Si l'on continue à refuser aux jeunes l'accès à la politique, aux prises de décisions, à une éducation de qualité ainsi qu'à des emplois de qualité, l'inégalité extrême continuera de progresser. Aider les jeunes à surmonter les différentes dimensions de l'inégalité auxquelles ils sont confrontés, et surtout l'impact de l'inégalité économique extrême, doit de toute urgence devenir la priorité des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile. Dans la prochaine section, nous fournirons un aperçu du contexte politique actuel en matière de bien-être, d'emploi et de responsabilisation des jeunes.

3 POLITIQUES ET INITIATIVES JEUNESSE À L'ÉCHELLE MONDIALE

Les dirigeants et les groupes de la société civile du monde entier s'intéressent davantage, depuis les dernières années, à la création de solutions novatrices pour répondre aux problèmes touchant la jeunesse. La soudaine prépondérance des politiques jeunesse illustre cette tendance : il y a eu une augmentation de 50 % du nombre de pays possédant une politique jeunesse nationale de 2013 à 2014 et, en 2016, deux tiers des pays du monde (131 pays) en possédaient une.⁶⁴ Quatorze des quinze États de l'Océanie possèdent une telle politique, contre 32 des 54 États africains.⁶⁵ Bien que le Canada n'ait ni politique ni stratégie jeunesse nationale⁶⁶, le gouvernement fédéral est en train de lancer plusieurs nouvelles politiques à l'intention des jeunes (voir l'étude de cas n° 2 ci-dessous) et certaines provinces, comme le Québec, possèdent des politiques jeunesse globales.⁶⁷

Oxfam travaille avec les jeunes de nombreux pays ne possédant pas de politique jeunesse nationale pour inciter leur gouvernement à assurer leur bien-être et leur responsabilisation. Pour obtenir la liste de ces pays, ainsi que la liste des pays possédant une politique jeunesse nationale, consultez l'annexe 1.

L'existence d'une politique jeunesse nationale, bien que représentative d'une augmentation généralisée de l'intérêt du gouvernement envers les enjeux touchant les jeunes, ne se traduit pas nécessairement en de meilleures possibilités pour la jeunesse ou une plus grande participation de celle-ci. De même, alors que la représentation des jeunes, à l'échelle nationale, est une étape importante, la mainmise de l'élite sur les organisations officielles de jeunes limite la capacité à joindre les jeunes les plus vulnérables. Les initiatives et politiques jeunesse doivent être élaborées dans le cadre d'une consultation véritable avec divers groupes de jeunes et doivent être évaluées selon leur incidence sur les sous-groupes qui en ont le plus besoin. Les initiatives et politiques devraient, en particulier, reconnaître les inégalités entre les sexes auxquelles doivent faire face les femmes et s'y attaquer de manière proactive.

Beaucoup de politiques actuelles, de même que la plupart des initiatives, se concentrent sur les défis en matière d'emploi et d'éducation. Bien que ces enjeux soient importants, il ne faut pas négliger les participations communautaire et politique, la justice pour les femmes, la promotion du leadership et l'amplification de la voix des jeunes. Étant donné qu'il est difficile d'évaluer l'incidence des politiques jeunesse, ce chapitre présente quelques études de cas illustrant les résultats positifs d'initiatives en faveur des jeunes.

L'une des premières tendances que l'on remarque, en matière de politiques jeunesse nationales, est l'encouragement et le soutien à l'entrepreneuriat. Dans les pays où une grande proportion des jeunes se retrouve en dehors du marché de l'emploi structuré, il est logique d'investir dans le potentiel des jeunes souhaitant démarrer leur propre entreprise ou devenir leur propre employeur. Nous devons toutefois admettre que les jeunes, surtout les jeunes femmes

provenant de familles pauvres, doivent surmonter des obstacles considérables pour créer et entretenir une entreprise florissante, et ce, même lorsque le gouvernement leur fournit du financement. Un récent article du *Quartz* fait valoir que les entrepreneurs prospères viennent de familles bien nanties et que le fait qu'ils puissent se tourner vers les ressources financières de leur famille, en cas de problème, est ce qui leur permet de prendre des risques économiques.⁶⁸

Mesure du bien-être des jeunes

Les instruments analytiques utilisés pour mesurer et comparer le bien-être des jeunes partout sur la planète se sont beaucoup améliorés dernièrement. L'attention a commencé à se détourner de la seule utilisation d'indicateurs relatifs à l'économie et à l'emploi et s'est dirigée vers l'inclusion de mesures holistiques spécifiques aux jeunes. On a par ailleurs commencé à donner la priorité au partage des connaissances et à l'évaluation des incidences.

Pour procéder à la mesure de l'emploi, les organisations internationales utilisent de plus en plus un indicateur du nombre de jeunes qui ne sont ni aux études, ni en emploi, ni en formation (NEET) au lieu de recourir aux statistiques sur l'emploi. Cet indicateur permet de tenir compte du nombre de jeunes qui ont décroché ou qui ont abandonné le marché du travail. Il a été adopté comme indicateur pour les Objectifs de développement durable de 2030.

L'OIT et l'OCDE ont suggéré qu'un « tableau indicateur » devrait être créé pour les jeunes afin de suivre leurs progrès en matière d'accès à l'emploi et à l'éducation dans les pays du G20. Cela permettrait d'obtenir, en temps opportun, un rapport plus précis quant à l'efficacité des politiques touchant l'emploi des jeunes.

La Banque mondiale a mis au point « L'inventaire mondial des interventions d'appui à l'emploi des jeunes (Youth Employment Inventory) », qui fournit des données comparatives portant sur plus de 400 programmes d'emploi des jeunes dans 90 pays.⁶⁹ La base de données apporte une importante contribution en permettant de reconnaître les interventions qui sont efficaces en matière de politique et qui peuvent être reprises dans d'autres contextes.

L'approche holistique la plus largement utilisée pour mesurer le bien-être des jeunes est l'Indice de développement de la jeunesse (IDJ), lancé en 2013 par le Programme du Commonwealth pour la jeunesse. L'IDJ constitue le premier effort mondial visant à rassembler des données internationales sur le bien-être économique des jeunes. Il mesure actuellement les actions en faveur des jeunes dans 170 pays, y compris 51 des 54 pays du Commonwealth. L'IDJ utilise les données de cinq secteurs clés : l'éducation, la santé et le bien-être, l'emploi, la participation communautaire et la participation politique.⁷⁰

CADRES DES POLITIQUES POUR LA JEUNESSE ET DOCUMENTS D'ORIENTATION

Les organisations multilatérales et régionales ainsi que les organes de gouvernance ont adopté de nombreux et larges cadres et principes directeurs relatifs au bien-être de la jeunesse, qui ont sans aucun doute aidé à mettre les problématiques concernant les jeunes à l'avant-plan des priorités gouvernementales. Ces larges cadres d'aspiration, comme les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, montrent que les jeunes sont reconnus comme une priorité importante dans le développement mondial à venir. L'une des forces majeures des déclarations et des documents internationaux qui affirment les droits provient de leur structure qui sert d'assise aux jeunes pour revendiquer leurs droits.

« Les inégalités des conditions sociales, économiques et politiques, y compris racisme et xénophobie, entraînent chez les jeunes une aggravation de la faim, de la pauvreté et des conditions de vie et les marginalisent en faisant des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants »

Programme d'action Mondial pour la Jeunesse

Tableau 1 : Chronologie des déclarations, politiques, des instruments importants en matière des droits de la personne et des politiques relatives au bien-être	
Année	Titre
1965	Déclaration de l'ONU sur la promotion des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples auprès des jeunes
1992	Vision 21 – Formulée à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro
1995	Programme d'action Mondial pour la Jeunesse (PAMJ)
2006	Charte africaine de la jeunesse
2006	Déclaration arabe sur le renforcement du pouvoir des jeunes
2006	Charte de la jeunesse du Pacifique
2008	Convention ibéro-américaine relative aux droits des jeunes
2008-2012	Partenariat Mondial pour l'Emploi des Jeunes (GPYE)
2012-aujourd'hui	Des solutions pour l'emploi des jeunes (S4YE)
2013	Garantie pour la jeunesse de l'UE
2015	Les objectifs 4 et 8 de développement durable à l'horizon de 2030 ⁷¹

Cela dit, les conséquences sur les jeunes sont indirectes et floues, puisque qu'il a y souvent un écart entre les politiques adoptées et la mise en œuvre. Par exemple, les effets du Programme d'action Mondial pour la Jeunesse (PAMJ) ont été limités. En 2014, l'Envoyé pour la Jeunesse notait que sur les 115 pays représentés au Premier Forum global sur les politiques de la jeunesse, seulement 23 avaient accompli des progrès significatifs dans la mise en place du PAMJ.⁷²

La Charte africaine de la jeunesse a provoqué une hausse considérable du nombre de politiques nationales concernant les jeunes. Actuellement, 32 pays africains ont mis en place une politique nationale pour la jeunesse, un chiffre en augmentation puisqu'ils étaient 23 en 2014.⁷³ Sur les dix nations africaines qui ont adopté une nouvelle constitution depuis 2006, neuf y mentionnent spécifiquement les droits des enfants et des jeunes.⁷⁴

L'Agenda de la jeunesse de l'Organisation des États Américains (OEA) sert de guide pour augmenter la participation des jeunes dans la politique et accroître leur accès aux compétences, à la formation et à l'emploi. L'agenda de la jeunesse de l'OEA se concentre sur trois cibles : dialogue accru avec les jeunes et la participation de ceux-ci dans l'élaboration de politiques de l'OEA; le renforcement des capacités des jeunes; et le soutien aux jeunes leaders au sein des États membres.⁷⁵ Cet agenda représente un bon point de départ pour inclure les jeunes et attirer l'attention sur leurs difficultés. Cependant, près d'une décennie après son adoption, il reste à être transposé dans les positions politiques importantes.

D'autres initiatives multilatérales et de la société civile sont dignes de mention. Le Partenariat Mondial pour l'Emploi des Jeunes (GPYE) est une initiative conjointe de la Banque mondiale, du Réseau pour l'emploi des jeunes et du projet Comprendre le travail des enfants. Il a appuyé une recherche détaillée sur les défis locaux en matière d'emploi pour les jeunes et a suscité à leur sujet une meilleure compréhension des problématiques liées à l'emploi auprès des gouvernements municipaux et nationaux au Moyen-Orient.⁷⁶ En Territoire palestinien occupé, par exemple, plus de 9 000 jeunes ont reçu une formation pour acquérir des compétences dans le domaine du commerce et le Partenariat a obtenu que des gouvernements municipaux s'engagent à trouver des solutions aux problèmes d'emploi des jeunes.⁷⁷

Des solutions pour l'emploi des jeunes (S4YE), fondé en 2012, est une coalition d'organisations de la société civile, de fondations, d'entreprises privées et de groupes de jeunes encourageant l'entrepreneuriat en Europe, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Son rapport de base approfondi montre que les programmes encourageant l'entrepreneuriat produisent les meilleurs rendements quant aux résultats et aux revenus d'emploi, et que l'investissement dans l'entrepreneuriat doit être jumelé avec de la formation.⁷⁸

Dans le cadre du programme Garantie pour la jeunesse de l'Union européenne, les États membres de l'UE doivent fournir des services spécialisés pour renforcer l'employabilité des jeunes. De tels services incluent le placement public et l'enseignement ainsi que des occasions d'apprentissage et de formation. Grâce aux efforts de coordination et de personnalisation des services du programme, le taux des jeunes Finlandais qui avaient trouvé une occupation en 2011 s'élevait à 83,5 % dans les trois mois suivant leur inscription au chômage. L'UE a aussi un excellent processus de dialogue structuré où le Forum européen de la jeunesse peut contribuer aux discussions politiques avec la Commission européenne sur des sujets relatifs à l'éducation, l'environnement, la participation politique des jeunes et l'emploi des jeunes.⁷⁹

Bien que de tels programmes de formation et de financement aient rempli leurs promesses, leur efficacité peut être renforcée de beaucoup en encourageant les jeunes à s'impliquer dans la vie politique et la société, ainsi qu'en s'attaquant aux

« L'accent mis sur l'emploi des jeunes dans l'Objectif 8 [ODD], offre une nouvelle occasion de mobiliser de vastes partenariats mondiaux pour soutenir l'action à plus grande échelle. Un surcroît d'investissement est nécessaire pour alléger les stigmates de la crise [2008] pour la génération actuelle, ainsi que pour garantir des marchés du travail et des sociétés plus inclusives. »

Azita Berar Awad,
directrice du Département
des politiques d'emploi de
l'OIT.

inégalités qui les affectent, plus particulièrement l'inégalité des sexes.

Étude de cas n° 2 : Politique pour la jeunesse au Canada et au Québec

Au Canada, il n'y a pas de politique, d'organisation ou d'association nationale pour la jeunesse, ni d'autorité fédérale responsable pour la jeunesse. Lorsque le Parti libéral a formé le gouvernement en novembre 2015, le premier ministre Justin Trudeau s'est nommé lui-même ministre de la Jeunesse, une première canadienne au niveau fédéral.

La plupart des provinces canadiennes possèdent déjà des politiques pour la jeunesse. Le désavantage de laisser les services et les politiques relever des provinces et des municipalités est le possible manque d'uniformité des services aux jeunes dans le pays.

La province de Québec gère une politique jeunesse au plus haut niveau et cette politique très complète est en place depuis 2001. La Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 et celle de 2009-2014 ont engendré des bénéfices substantiels pour la jeunesse sur le plan de l'accès à l'éducation, du démarrage d'entreprises et de la promotion de la diversité.⁸⁰ La mise à jour de 2015 de la Politique québécoise de la jeunesse servira de base à la prochaine Stratégie d'action jeunesse, un plan quinquennal qui contient des engagements d'investissement de plus de 200 millions de dollars et qui sera dévoilé à l'automne 2016.⁸¹ La politique gouvernementale se déploiera autour de cinq axes d'intervention : la promotion de saines habitudes de vie dans un environnement sécuritaire, le développement d'un environnement scolaire favorisant la persévérance scolaire, l'encouragement à s'impliquer fièrement comme citoyen et dans la culture, la préparation des jeunes au travail tout en créant une économie prête à les accueillir et l'appui à l'entrepreneuriat de jeunes ainsi qu'à leur succès en affaires. Le plan est le fruit d'un processus de consultation avec des jeunes et d'autres partenaires.

Le gouvernement fédéral a soumis des propositions de politiques importantes qui aideront les jeunes canadiens en matière d'emploi, d'accès à l'éducation et de représentation dans la politique fédérale. Les axes principaux de la politique visent à augmenter les emplois d'été soutenus par la Stratégie emploi jeunesse, à rendre l'éducation postsecondaire plus abordable pour des familles à revenu faible et moyen et à augmenter de manière notable le soutien à l'éducation pour la jeunesse des Premières Nations. En juillet 2016, le gouvernement a entamé un processus pour choisir les membres du Conseil jeunesse du premier ministre qui sera composé de jeunes issus de diverses collectivités et circonscriptions. Un Service jeunesse Canada sera également mis sur pied et donnera l'occasion à de jeunes Canadiens d'acquérir de l'expérience de travail tout en servant les communautés canadiennes.

Il est essentiel que ces initiatives incluent la représentation des jeunes femmes et des sous-groupes marginalisés de la jeunesse canadienne.

« Les jeunes ne sont pas les leaders de demain, mais bien les leaders d'aujourd'hui. La voix de ces jeunes compte... ce qu'ils font maintenant peut avoir un impact énorme pour changer le monde, dès maintenant »

Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada

INCLUSION DES JEUNES, PARTICIPATION ET PARTAGE DU SAVOIR

De nombreuses initiatives vont plus loin que les seuls objectifs sur l'éducation et l'emploi et visent à élargir la politique jeunesse à la base. Ce mouvement est bien capté dans les propositions de la Banque mondiale pour une politique multidimensionnelle d'inclusion des jeunes.

Dans un rapport présenté en 2014 sur la situation des jeunes en Tunisie après la révolution de 2012, la Banque mondiale expose sa politique multidimensionnelle

d'inclusion de la jeunesse fondée sur trois axes principaux : l'accès à l'emploi, la participation sociale et citoyenneté active ainsi que des services conviviaux locaux pour les jeunes. Une telle approche globale pourrait aider à promouvoir une meilleure équité pour les jeunes et favoriser leur participation significative à la vie économique.

La Fondation Internationale pour la Jeunesse (FIJ) a mis en place le cadre d'une politique globale de cette nature. Partenaire instigatrice de la coalition Des solutions pour l'emploi des jeunes, la Fondation a formé un partenariat avec plus de 470 organisations pour renforcer la politique jeunesse aux niveaux local et national.⁸² Le curriculum de la formation aux compétences de vie de la Fondation, « Passeport pour la réussite », a rejoint la jeunesse de plus de 40 pays pendant que son outil numérique « Build Your Business » est utilisé par plus de 300 organisations dans 20 pays pour aider les jeunes à obtenir du succès dans les micros ou petites entreprises.⁸³

La programmation de la FIJ autour de l'innovation sociale est digne d'attention et mérite d'être reproduite. Son « Youth Action Net », un site Internet pour les jeunes, appuie les objectifs d'innovation sociale en procurant une formation au leadership, des ressources et du capital aux jeunes qui ont créé des entreprises sociales. Depuis l'année 2000, le programme a épaulé plus de 1 000 entrepreneurs dans le domaine social de 90 pays.⁸⁴ Cette forme vitale d'investissement dans le bien-être de la jeunesse mise sur le fait que les jeunes travaillent déjà activement à résoudre des problèmes de leurs communautés. En Inde, par exemple, le programme a aidé la jeune Deepa Gupta à élargir son initiative, Jhatkaa.org, qui utilise des messages textes, des courriels et les réseaux sociaux pour encourager les jeunes à demander des comptes aux politiciens sur leurs promesses. L'initiative a déjà mobilisé plus de 100 000 personnes qui interviennent dans des causes sociales.⁸⁵

Figure 2 : Politique multidimensionnelle pour l'inclusion des jeunes



<p>Les NEET (jeunes inactifs, qui ne sont ni employés ni inscrits dans l'enseignement ou la formation)</p> <p>Jeunes dans le secteur informel</p> <p>Jeunes femmes</p> <p>Jeunes dans les zones périurbaines et les régions en retard de développement</p>	<p>1. Participation sociale et citoyenneté active</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement communautaire mené par les jeunes • Volontariat • Conseils de jeunes pour participer et prendre la parole • Droits de la personne <p>2. Accès aux possibilités économiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conseil en emploi offert aux jeunes à l'enseignement secondaire et supérieur • Formation axée sur les compétences • Apprentissages et stages • Placement • Entrepreneuriat des jeunes <p>3. Services conviviaux locaux pour les jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation aux compétences de vie • Technologie de l'information et de la communication ainsi que compétences linguistiques • Hygiène de vie • Services de soutien juridique • Mentorat par les pairs
<p>Participation</p> <p>Possibilités économiques</p> <p>Services intégrés pour la jeunesse</p>	<p>Sports</p>
<p>Source : Banque mondiale</p>	

Étude de cas n° 3 : Gain des jeunes en éducation et campagne pour défendre les droits au Mali

Les **Centres d'éducation au développement (CED)** ont été créés pour les jeunes Maliens des possibilités d'accéder à une éducation informelle qui les mènent à l'emploi. Appuyé par l'ONG Plan international, le premier CED a été lancé en 1994 avec l'objectif de fournir une éducation aux jeunes de 9 à 15 ans qui n'avaient pas accès à l'école ou qui avaient quitté prématurément l'école primaire. Le programme CED propose un cycle d'enseignement de base de quatre ans comprenant deux ans de formation préprofessionnelle. Les étudiants y acquièrent des bases en lecture, en calcul et des compétences professionnelles, mais pas de diplôme. Le programme s'est révélé si efficace dans la préparation des étudiants à l'emploi que les CED ont été intégrés au système public d'éducation en 2000.

My Rights My Voice (MRMV) a été créé pour donner aux jeunes les moyens de revendiquer leurs droits à des services de santé et d'éducation de qualité. OXFAM a lancé MRMV en 2011 qui est maintenant implanté dans huit pays, dont le Mali et le Niger.

Au Mali, le programme fait la promotion d'outils d'apprentissage en ligne pour améliorer la qualité de l'enseignement et s'occuper de plusieurs contraintes socioculturelles majeures qui empêchent les étudiants, plus particulièrement les filles, d'accéder à l'école et de terminer leurs études. Plus important encore, le programme permet aux jeunes femmes d'acquérir des connaissances sur la santé sexuelle et reproductive de manière à éviter une grossesse et un mariage précoces.

Au cours des élections présidentielles et parlementaires de 2012, MRMV a fait campagne sur le thème que la santé et l'éducation sont essentielles au développement de la jeunesse. La campagne a adopté des approches créatives variées, dont des publicités, des panels de discussions à la radio et des véhicules publicitaires dans les marchés, aux carrefours et sur les terrains de jeux. Plus de 1 700 jeunes militants ont fait une campagne de sensibilisation auprès du public et encouragé leurs pairs à s'inscrire pour voter.

« L'État doit prendre des mesures, dont des programmes d'actions positives pour assurer que la jeunesse—a) accède à une éducation et une formation adéquate; b) doit avoir la possibilité de s'associer, d'être représentée et de participer dans les domaines politique, social et économique et dans les autres sphères de la vie; c) accède à l'emploi; et d) soit protégée de l'exploitation et des pratiques culturelles préjudiciables. »

Constitution du Kenya, 2010

Étude de cas n° 4 : Emploi des jeunes dans le territoire palestinien occupé

Selon le Bureau central palestinien de statistique, environ quatre jeunes sur dix des territoires occupés étaient sans emploi au cours du second trimestre de 2015, même si près de la moitié de ces chômeurs avait terminé 13 ans de scolarisation. Le taux de chômage parmi les jeunes finissants s'élevait à 52 %.

Depuis 2009, le programme YES (Youth Employment Support Program) de soutien à l'emploi des jeunes leur offre une formation technique, une formation professionnelle, une formation sur le lieu de travail et un soutien à l'entrepreneuriat. YES est dirigé par Taawon, une organisation palestinienne non gouvernementale de longue date. Sur le portail de YES, les chercheurs d'emploi peuvent trouver des stages rémunérés et des possibilités d'apprentissage qui renforcent significativement leur employabilité. Ils peuvent même obtenir un premier emploi de six mois.

En plus d'un soutien financier et technique, les participants reçoivent sur leur lieu de travail une formation poussée axée sur les habiletés de communications, le travail d'équipe et le développement de compétences professionnelles, la résolution de

problèmes puis une sensibilisation à la collectivité et à l'environnement.

Le programme a contribué avec succès à l'entrée sur le marché du travail aux nouveaux finissants et à élargir leurs perspectives d'emploi. Il a aussi favorisé l'égalité d'emploi pour des jeunes provenant de lieux différents, diminuant ainsi la migration interne et augmentant les possibilités d'emplois dans les zones rurales et marginalisées.

YES a également aidé les jeunes entrepreneurs sur le plan des ressources financières, des services d'incubation et de la formation en entrepreneuriat. Le programme a mené vers l'emploi plus de 800 jeunes, femmes et hommes, et leur a permis de générer un revenu annuel global de 30 millions de dollars américains au cours de la première phase.

ORGANISATIONS DE JEUNES, SOMMETS, FORUMS ET CONSULTATION EN LIGNE

Cent trente et un pays possèdent une organisation nationale de jeunes ou un organisme-cadre « reconnu comme étant la structure représentative de la jeunesse par les gouvernements, les médias ou les forums régionaux et internationaux ». ⁸⁶ C'est l'Europe qui détient le plus haut taux d'organisations ou d'associations (95,5 %). L'Océanie est aussi en tête alors que 14 pays sur 15 de la région ont une politique jeunesse nationale. La moitié des 41 pays d'Amérique latine possède une politique jeunesse, un peu moins de la moitié des pays de l'Asie, près de 40 % des pays africains subsahariens et le tiers des États du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le Canada et les États-Unis n'ont pas d'organisation et d'association nationale représentative des jeunes.

L'existence d'organisations nationales de jeunes confirme que des jeunes sont capables de se mobiliser et d'obtenir une reconnaissance de l'État, mais elle ne donne aucune indication sur la nature de cette représentativité. Les organisations officielles de jeunes peuvent être utiles, mais les gouvernements ne devraient pas confiner la participation des jeunes aux débats politiques dans ces seuls véhicules.

Les nombreuses organisations régionales de jeunes sont variées. Dans le Forum européen de la jeunesse, les participants sont divers, allant d'organisations nationales de jeunes à des syndicats d'étudiants, jusqu'à des ONG régionales et locales dirigées par des jeunes. ⁸⁷ De son côté, le Conseil asiatique de la jeunesse n'est ouvert qu'aux organisations de jeunes de niveau national reconnues par leurs gouvernements. ⁸⁸ D'autres initiatives de forums régionaux de jeunes, comme l'Organization of African Youth, ont été lancées par de jeunes individus et ont de la difficulté à exercer de l'influence.

Les cinq dernières années ont fait exploser les rencontres, sommets, forums et autres événements visant à réunir des jeunes et des dirigeants politiques, des jeunes provenant de différentes régions du monde, et des organisations de jeunes pour partager leurs expériences et établir des liens. Parmi les exemples récents, figurent le Sommet annuel de la jeunesse de la Banque mondiale, dont le premier s'est tenu en 2013, ⁸⁹ le Jour de Malala quand la jeunesse s'est réunie à l'ONU en juillet 2013, ⁹⁰ le Young Americas Summit (en parallèle des quatre derniers Sommets des Amériques) ⁹¹ et le Youth Summit au Royaume-Uni pour tenir une consultation sur la mise en application des ODD. ⁹² Il est souvent ardu

« Donc ici, je suis... une fille parmi d'autres. Je parle – non pour moi, mais pour toutes les filles et les garçons. J'élève ma voix – pas pour que je puisse crier, mais pour ceux qui n'ont pas voix puissent être entendus. Ceux qui ont lutté pour leurs droits : Leur droit de vivre en paix. Leur droit d'être traité avec dignité. Leur droit à l'égalité des chances. Leur droit à l'éducation. »

Malala Yousafzais, Pakistanaise de 19 ans au moment du discours, militante en faveur de l'éducation des filles et lauréate du Prix Nobel de la Paix en 2014

de mesurer la diversité ou la représentativité de la participation des jeunes dans ces événements à haute visibilité, et certains sont certainement accessibles uniquement pour choisir de jeunes représentants.

D'autres initiatives multilatérales sont ouvertes à un vaste éventail d'organisations de jeunes. En 2010, la Ligue des États arabes a co-organisé la conférence euro-arabe de la jeunesse à Regusa, en Italie, avec le Conseil de l'Europe, le Forum italien de la jeunesse et le Forum européen de la jeunesse, de laquelle sont issues des recommandations de politiques pour une plus grande inclusion socioéconomique et politique des jeunes migrants.⁹³ En 2012, des rencontres de leaders de la jeunesse franco-arabe ont été formalisées par la fondation sur la jeunesse et le développement de l'Université Méditerranéenne. Il existe dorénavant un réseau mondial d'universités sur la jeunesse et le développement qui a l'appui du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Ces rassemblements suscitent une participation importante de jeunes à titre individuel et d'une grande variété d'organisations de jeunes et expliquent à ces jeunes comment leurs mouvements peuvent exercer une plus grande influence.⁹⁴ En 2015, la première CELAC-EU Youth Days conference fournissait une arène aux jeunes d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe pour qu'ils partagent leurs idées à propos de l'emploi pour la jeunesse et acheminent leurs demandes aux décideurs politiques.⁹⁵

De plus en plus, Internet médiatise les rencontres internationales de jeunes et les événements pendant lesquels ils partagent leur savoir. Le changement visant l'inclusion des jeunes par l'accès Internet est très encourageant. Même si beaucoup continuent d'être exclus en raison du manque d'accès à un téléphone ou à Internet, un nombre plus grand peuvent néanmoins faire entendre leurs voix avec l'aide des TIC.

L'aile jeunesse du Réseau des solutions pour le développement durable utilise Internet pour stimuler l'engagement des jeunes de la planète dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Selon le coordonnateur Siamak Sam Loni, puisque la moitié de la population mondiale a moins de 30 ans, « Il apparaît clairement qu'ils [les jeunes] sont l'un de nos principaux partenaires. »⁹⁶ La jeunesse possède l'idéalisme, l'enthousiasme et la créativité dont on a désespérément besoin pour réaliser la vision des ODD. Un des derniers projets du Réseau est la création d'une application mobile, le Youth Action Mapper, pour suivre les initiatives des jeunes concernant les ODD.⁹⁷ Il permettra une visibilité mondiale à toutes les initiatives.

Le premier Envoyé pour la Jeunesse de l'ONU, Ahmad Alhendawi, un Jordanien de 29 ans, a été nommé en février 2013 et a lancé un forum en ligne, « Writing Youth –Google+ Hangout », pour discuter des problématiques liées aux jeunes. En mai de cette année, un panel de jeunes experts internationaux a participé à une conversation en direct, guidée en partie par des messages publiés sur Tweeter et Facebook par des jeunes autour du globe.⁹⁸ La prolifération des médias sociaux et l'accès à Internet doivent accroître le nombre de jeunes de tout horizon partageant leurs idées et leurs expériences avec des décideurs politiques.

Étude de cas n° 5 : La Bolivie et le Pérou : la participation de la jeunesse autochtone par les arts

Les jeunes autochtones en Amérique latine représentent un groupe très vulnérable. Victimes d'une discrimination historique, ils vivent souvent dans la pauvreté en zones rurales et ils subissent fréquemment de la violence à l'intérieur et à l'extérieur de leur famille. Les jeunes femmes autochtones sont particulièrement vulnérables, puisqu'elles subissent une triple discrimination, c'est-à-dire sur l'âge, le sexe et l'origine ethnique.

Entre 2010 et 2013, Oxfam s'est associé avec des communautés autochtones boliviennes (2010 à 2013) et péruviennes (2012 à 2013), Wapikoni Mobile et deux partenaires locaux (CEFREC en Bolivie et CHIRAPAQ au Pérou) afin de renforcer la participation et le leadership des jeunes par la communication numérique.

L'approche adoptée avait déjà été développée avec les jeunes des Premières Nations du Canada et était axée sur la production de films, tablant sur le potentiel de transformation des arts et de la communication pour combattre la discrimination. Les films produits présentent des histoires personnelles émouvantes. Dans l'une, une jeune fille fait la lecture d'une lettre adressée à son père alcoolique qui a quitté sa famille. Dans une autre, une femme raconte sa vie et relate comment se déroule son dur quotidien.

Dans ce projet, les jeunes améliorent la connaissance de leurs droits, renforcent leurs capacités de leadership et augmentent leurs compétences sociales ainsi que techniques. Les films ont été présentés lors de festivals internationaux (25 courts métrages ont été sélectionnés et six ont gagné des prix). Leur diffusion a rejoint un auditoire de 500 000 personnes, aidant ainsi à faire connaître les enjeux de développement.

Étude de cas n° 6 : Kenya : les gouvernements de comté s'attaquent au chômage des jeunes

En 2013, environ 80 % des 2,3 millions de chômeurs du Kenya étaient des jeunes âgés entre 15 et 34 ans.⁹⁹ Heureusement, la situation a été prise au sérieux et dans la constitution de 2010 du pays, un programme d'actions positives a été prévu. Il comprend l'initiative de 2012 d'accès au système d'approvisionnement du gouvernement qui permet que la jeunesse, les femmes et les personnes handicapées obtiennent 30 % des appels d'offres gouvernementaux.¹⁰⁰ Les recommandations nationales à l'égard de la jeunesse ont été largement reprises par les nouveaux gouvernements de comté créés par la constitution.

Le comté Kajiado est situé dans le centre sud du Kenya le long de la frontière avec la Tanzanie et est principalement habité par des bergers parlant le maa. Évoquant sa population nomade éparpillée, les gouvernements kenyens pré et post-indépendance ont fait peu d'investissement dans l'infrastructure ou les services gouvernementaux de ce comté. Aujourd'hui, les bergers Maasai sont reconnus dans la nouvelle constitution en tant que groupe marginalisé, rendant du coup les jeunes vivant dans ces régions pastorales admissibles à des mesures positives fondées sur leur âge et leur identité ethnique.

Le gouvernement du comté de Kajiado s'est fixé lui-même l'objectif de donner les moyens à plus de 75 % de la jeunesse du comté de devenir autonome grâce à la formation, l'éducation, l'emploi et le crédit.¹⁰¹ Des investissements notables en éducation ont été annoncés comme la création d'un fonds pour les jeunes entrepreneurs qui financera 500 entreprises dirigées par des jeunes entre 2013 et 2017. Des dépenses ont également été annoncées pour soutenir les talents des

« La constitution a changé les choses parce qu'il y a bien plus de dirigeants. C'est un bon changement parce qu'il y a beaucoup de possibilités d'emplois comme garde du corps ou chauffeur. Les jeunes supervisent aussi des camions qui viennent chercher du sable puisque maintenant des routes sont réparées. »

– Mercy, 29 ans, Comté de Kajiado, Kenya

athlètes et des artistes, mais en 2015, une étude de la Banque mondiale a établi que ce plan ne faisait pas partie des grandes priorités de la jeunesse kényane.¹⁰² Bien que ces plans impressionnent, la mise en place demeure lente.

Dans le comté, le programme de bourses pour des études au niveau secondaire et universitaire a rejoint un grand nombre d'étudiants dans le besoin et contribue à réduire l'inégalité d'accès à l'éducation. La seule existence d'un gouvernement au niveau des comtés a créé des emplois directs pour des centaines de jeunes. Cependant, ceux qui ont été embauchés possédaient un niveau d'éducation très supérieur, étaient de sexe masculin et ne vivaient pas dans les régions les plus éloignées du comté.¹⁰³

Malgré ses inconvénients, cette politique progressive a enhardi les jeunes à se tenir debout pour revendiquer leurs droits. Récemment, un groupe de jeunes a poursuivi le gouvernement pour ne pas avoir respecté son mandat constitutionnel d'engager une certaine proportion de femmes et de membres des minorités ethniques.¹⁰⁴

Nous vivons une période exaltante en matière de politique jeunesse, alors que l'intérêt sur ce dossier s'accroît et que les gouvernements comme les organisations régionales et internationales recherchent des politiques innovantes pour solutionner les problèmes des jeunes. Les projets et programmes spécifiques d'un pays encouragent la participation à la politique, le travail et l'autonomisation des jeunes.

En même temps, les préoccupations demeurent trop centrées sur l'éducation et l'emploi. Si les gouvernements veulent progresser pour résoudre les raisons sous-jacentes au chômage des jeunes et les échecs dans l'éducation, ils doivent mettre en place des politiques qui reconnaissent et traitent les causes qui mettent les jeunes en position d'inégalité dans la société. Ils doivent résoudre l'inégalité en général, investir dans le développement durable pour le futur et s'assurer que la jeunesse, dans toute sa diversité, participe aux décisions politiques.

4 LES JEUNES OUVRENT LA VOIE

Des *Indignados* (indignés) espagnols aux protestants pro-Syriza en Grèce, des leaders des médias sociaux des manifestations du printemps arabe aux foules d'« Occupons Wall Street », les jeunes sont à l'avant-plan de nombreux mouvements politiques importants dans le monde.

Les jeunes, plus particulièrement les étudiants, ont depuis longtemps joué un rôle clé dans les mouvements sociaux demandant des changements progressistes. C'est toutefois différent aujourd'hui : la jeunesse est placée devant des défis et des possibilités uniques, elle représente plus du quart de la population globale, soit la plus grande population de jeunes que le monde ait jamais vue. Ils vivent dans un monde où il y a des niveaux extrêmes de richesse et d'inégalités, où le changement climatique est un danger imminent pour la vie des jeunes, l'avenir et la survie de la planète. Une immense population de jeunes et la présence d'inégalités extrêmes sont telles que la jeunesse possède une motivation sans précédent pour mettre au défi le statu quo et un potentiel inégalé pour effectuer des changements politiques et sociaux, par la force de leur nombre et d'un monde en hyper connexion.

Les jeunes font des critiques incisives en constatant jusqu'à quel point la richesse et les privilèges ont réussi à réécrire les règles du système, en transférant toujours plus de risques économiques aux jeunes et en ne leur donnant pas voix au chapitre sur les politiques qui ont des conséquences sur leur vie.

Les jeunes trouvent également leurs propres solutions aux défis liés au manque d'emploi et au désespoir, même dans les pays avec un taux de chômage très élevé. Un jeune homme du Kenya rural, Alex Nairowua, a transformé son amour de la randonnée et sa connaissance des montagnes près de chez lui en une source de revenus en lançant un site Web publicisant des randonnées guidées pour les touristes. Par l'innovation, la créativité et la persévérance, les jeunes trouvent des solutions à leurs problèmes et un sentiment d'appartenance à la communauté.

En Inde, par exemple, la plateforme médiatique Youth Ki Awaaz (« porte-parole de la jeunesse ») publie en ligne et sur les médias sociaux des histoires sur les luttes des jeunes. Le groupe offre également des bourses aux jeunes ayant des idées innovantes pour régler les problèmes sociaux. Les deux derniers lauréats ont travaillé pour que des communautés éloignées de leur secteur bénéficient de l'énergie solaire.¹⁰⁵ En Inde, encore une fois, le collectif de jeunes ComMutiny rassemble plus de 40 petites organisations, dirigées par les jeunes ou leur offrant des services, qui partagent leur savoir ainsi que leurs ressources et qui encouragent le leadership et l'engagement des jeunes à l'égard des enjeux politiques et sociaux.¹⁰⁶

En Afrique du Sud, la plateforme multimédia Shujaaz, fondée en 2010, a rejoint une immense proportion de jeunes Kenyens et Tanzaniens avec des messages les incitant à devenir autonome et leur donnant des conseils sur l'entrepreneuriat. Au Kenya, Shujaaz est : une série de bandes dessinées, une

« Les jeunes d'aujourd'hui sont prêts et disposés à mettre leur ingéniosité et leurs ressources au travail, pour eux-mêmes et leur communauté, mais n'en ont pas nécessairement les capacités. »

–Rapport de base, Des solutions pour l'emploi des jeunes (S4YE)

« Le rôle fondamental de ce mouvement est de trouver des solutions avec sa vraie force, qui est non seulement sa capacité à exercer de la pression, mais aussi sa capacité à soumettre des propositions et entreprendre une action politique. »

-Camila Vallejo, 28 ans, une étudiante chilienne dirigeante du mouvement de protestation

émission à la radio, des messages textes, un média social et des vidéos en ligne; en Tanzanie, c'est une bande dessinée indépendante. Shujaaz raconte l'histoire d'un jeune vivant dans un quartier pauvre de Nairobi, qui improvise sa propre station radio pirate pour rejoindre d'autres jeunes. Un des premiers sujets traités explique comment teindre les poussins en rose afin de réduire les pertes causées par les rapaces et autres prédateurs. Une estimation indique que chaque sujet serait écouté par 10 millions de jeunes sur l'ensemble des plateformes ce qui confère au projet le potentiel de transformer des milliers de jeunes vies. Shujaaz a gagné en 2012 un prix Emmy pour sa programmation éducative innovante.¹⁰⁷

« Au Guatemala, les jeunes risquent leur vie pour protéger l'environnement. JODVID (Organized Youth in Defense of Life), une organisation de jeunes pour la défense de la vie, a été fondée en 2015 dans la ville de Jalapa pour trouver une solution aux effets négatifs des activités minières dans leur région. Malgré une violente répression, les membres de JODVID, ainsi que d'autres comités locaux, ont réussi à remporter une décision auprès de la Cour constitutionnelle guatémaltèque qui a demandé à une compagnie minière canadienne de se conformer aux demandes de la communauté. »¹⁰⁸

Les prochaines études de cas soulignent de récents mouvements de protestation politique menés par des jeunes partout dans le monde.

Étude de cas n° 7 : La révolution des pingouins au Chili

Un des plus vastes mouvements de jeunes des dernières années provient des efforts des étudiants chiliens pour forcer la réforme du système d'éducation supérieur. Le Chili arrive au second rang en importance pour son revenu national brut (RNB) en Amérique du Sud, mais possède aussi l'un des plus hauts niveaux d'inégalité économique au monde.¹⁰⁹

En 2006, les étudiants des écoles secondaires ont commencé à se rebeller contre un système d'éducation qui ne permettait qu'à 40 % des étudiants chiliens de recevoir une éducation gratuite publique au secondaire (les autres fréquentaient des écoles privées ou des écoles à charte).¹¹⁰

Lors de ce qui devint célèbre sous le nom de révolution des pingouins, en raison de la couleur de l'uniforme des étudiants, les jeunes ont organisé des grèves et des marches en vue d'obtenir une abrogation de la loi qui minimise la responsabilité du gouvernement national d'assurer l'accès à l'éducation. Ils ont aussi demandé l'élimination des frais pour les examens d'admission à l'université et pour les laissez-passer de transport en commun.

Le mouvement s'est rapidement répandu dans le pays et le 30 mai 2006, entre 600 000 et un million d'étudiants se mettaient en grève dans plus de 250 écoles. Le gouvernement a réagi avec des propositions de réforme qui répondaient à plusieurs des demandes des étudiants, mais pas à toutes. Après des négociations difficiles, les dirigeants du mouvement se sont joints au conseil présidentiel et mis fin à la grève.

En 2011, les protestations ont repris, cette fois dans les universités du Chili, qui à l'époque étaient proportionnellement parmi les plus chères au monde, avec des frais de scolarité de 3 400 \$ par année dans un pays où le salaire annuel moyen s'élève à environ 8 500 \$.¹¹¹

Les demandes des étudiants portaient sur la gratuité dans les universités publiques, la participation significative des étudiants dans la direction des universités, des admissions équitables mettant moins l'accent sur des examens standardisés et des mesures gouvernementales pour punir les universités publiques mercantiles.

Les étudiants ont utilisé des moyens créatifs de protestation comme un « kiss-in » et des mobilisations éclair, combinés avec des occupations et des grèves pour arriver à leur but. Des marches comptant des milliers d'étudiants étaient fréquentes au cours de l'été 2011.

En janvier 2016, la présidente Michelle Bachelet a fait l'annonce d'un programme qui permettrait à 165 000 étudiants d'aller dans 30 universités gratuitement.¹¹² Cette victoire majeure pour tous les étudiants chiliens a été un symbole d'espoir pour l'obtention d'une meilleure équité dans le système d'éducation chilien.

Étude de cas n° 8 : Ras le bol au Sénégal et au Burkina Faso

Au Sénégal, un mouvement de jeunes mené par des musiciens de hip-hop a eu une très grande influence dans la mobilisation des électeurs lors des élections de 2012. Le groupe de la société civile « Y'en a marre » a été créé en 2011 dans la foulée des frustrations grandissantes contre le gouvernement d'Abdoulaye Wade.

D'abord élu en l'an 2000 en défendant un programme de marché libre, Wade a modifié la constitution pour affaiblir l'opposition et prolonger son mandat de président. Malgré de nombreuses protestations, la cour lui avait permis de se présenter contre une opposition sévèrement divisée en 2007 et, à la stupeur et à la consternation des jeunes militants, sa candidature a été validée.

En 2011, à l'approche de nouvelles élections, plusieurs artistes de hip-hop bien connus ont fondé le mouvement « Y'en a marre ». Ils ont enregistré une chanson, « Faux ! Pas Forcé », qui dépeint des jeunes rassemblés pour participer à une élection et qui manifestent respectueusement pour un changement. Le mouvement a sensibilisé le public et l'a mobilisé contre des fraudes potentielles par des slogans comme « ma carte mon arme » et « Juni juni votes » (« Des milliers et des milliers de votes »).

Lorsque le gouvernement a commencé des arrestations de masse de manifestants et que des histoires ont commencé à circuler sur la surveillance entourant les artistes ainsi que sur les menaces et le harcèlement dont ils étaient la cible, le mouvement a pris de l'ampleur. Le jeune candidat de l'opposition, Macky Sall (par comparaison, Wade avait 85 ans), a fait campagne sur la promesse de restaurer la durée de l'ancien mandat et il a remporté la victoire. Cependant, dans sa réforme constitutionnelle de mai 2016, acceptée par referendum, Macky Sall n'a pas établi la réduction de son propre mandat.

Le modèle « ras le bol » a influencé toute l'Afrique de l'Ouest. En 2014, le président du Burkina Faso, Blaise Compaore, au pouvoir depuis 1987, a aussi tenté de modifier la constitution du pays pour lui permettre de se présenter encore pour un autre mandat. Là, un groupe nommé « Balai Citoyen », dans lequel les artistes de hip-hop étaient aussi bien représentés, a organisé des protestations pacifiques qui ont forcé Compaore à démissionner en 2015.

Étude de cas n° 9 : La jeunesse bolivienne écrit des lois

Tirant avantage de la réforme constitutionnelle de 2009 qui permettait aux différents niveaux de gouvernement (municipalités et départements) de développer leurs propres lois relatives au développement économique et social, les organisations de jeunes des municipalités d'El Alto et Sucre, et du département de Tarija, ont décidé de proposer des lois locales qui correspondaient à leur vision et visaient leurs problèmes spécifiques.

Avec l'appui du CEADL (Centre d'études et d'appui au développement local), un allié d'Oxfam, les jeunes femmes et jeunes hommes ont tenu une série de rencontres pour favoriser la réflexion, la recherche d'idées et le consensus. Les participants ont élaboré des propositions de règlements municipaux et départementaux qui répondaient aux principales difficultés rencontrées par les jeunes, sur des problèmes d'emploi, d'accès aux possibilités économiques, de participation aux prises de décisions et d'accès à l'éducation.

Les jeunes ont fait des représentations auprès des autorités législatives pour obtenir l'adoption de leurs propositions. Pour publiciser ce projet de propositions et pour conserver l'appui du public, ils ont recouru à une grande variété d'outils de communication et de dialogue avec les jeunes et avec certains responsables.

Il en a résulté l'approbation de la loi municipale pour la jeunesse dans la ville de Sucre et la consultation des jeunes sur des projets de loi qui seront ensuite négociés avec les autorités locales de la municipalité d'El Alto et le département de Tarija. Le processus en soi a généré un réseautage important entre les organisations de jeunes et la favorisation d'autres initiatives législatives centrées sur les jeunes dans le pays.

Les études de cas de cette section illustrent comment la jeunesse aborde le gouvernement pour exiger que ses préoccupations soient entendues et que des gestes en découlent. Pour tous, l'objectif principal est de rendre leurs préoccupations impossibles à ignorer. Leurs demandes de changements concernent manifestement les inégalités vécues par les jeunes femmes et hommes. Dans le cas du Chili, la jeunesse demande un juste accès à l'éducation. Au Sénégal et au Burkina Faso, les jeunes protestent contre le chômage disproportionné qui les touche et l'absence d'imputabilité des dirigeants. Le dernier cas est lié aux préoccupations des jeunes sur la concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre dans leur société et sur la voie difficile qui les attend.

Par des manifestations politiques directes ou des initiatives plus modestes, la jeunesse se mobilise et demande des changements, car elle sait que c'est elle qui a le plus à perdre si des mesures concrètes pour contrer l'inégalité ne sont pas prises. Les gouvernements, les institutions, la société civile et le secteur privé doivent travailler de concert avec les jeunes, les reconnaître comme leaders ainsi qu'agents de changement et respecter leur droit de façonner leur propre avenir.

Avec leur créativité, leur énergie et leur passion, les jeunes seront la clé pour trouver des solutions aux défis de l'inégalité. La jeunesse d'aujourd'hui forme la génération qui a les meilleures chances de mettre fin à la pauvreté, arrêter le changement climatique et assurer que les ODD deviennent une réalité. Avec du soutien et de la solidarité de la part de leurs aînés, les jeunes acquerront l'énergie, le savoir et les compétences d'exiger que ces promesses soient tenues.

5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Il est temps d'appuyer les jeunes pour qu'ils deviennent maîtres de leur avenir.

Leurs voix sont devenues trop fortes pour les ignorer. Si les sociétés espèrent jouir d'un futur stable et prospère et récolter les fruits du dividende démographique, ces voix doivent être écoutées et des actions doivent en découler, dès maintenant. Diverses interventions politiques prometteuses nous éclairent sur la voie à suivre.

En changeant les politiques qui ont considérablement élargi l'écart entre les riches et les pauvres, nous pouvons espérer réduire le fossé du pouvoir et de la richesse divisant les jeunes et les générations qui les précèdent et les différents groupes de jeunes eux-mêmes. Généralement, les initiatives qui réduisent les inégalités aident également la jeunesse du monde. **En fait, si nous entendons combler le fossé entre la jeunesse d'aujourd'hui et les générations précédentes, nous devons réévaluer les politiques qui ont échoué et placer les intérêts du public devant celui des puissants.**

Les inégalités qui accablent les jeunes dans le monde ne sont pas uniquement économiques; elles sont sociales et politiques. Les problèmes urgents hérités injustement par la génération d'aujourd'hui, comme le changement climatique, seront résolus que lorsque l'énergie, la créativité et le talent des jeunes seront mis à contribution.

Les jeunes jouent déjà un rôle central dans la création d'un avenir dans lequel ils connaîtront le succès et mèneront des vies épanouies et intéressantes, et ils doivent continuer à le faire. Pour que les gouvernements rendent des comptes, les jeunes peuvent utiliser la force du nombre pour atteindre les politiciens locaux et leur demander quelles mesures ils prennent pour le bien-être des jeunes. De plus, la jeunesse doit continuer à se mobiliser en des organisations responsables et chercher à développer des programmes conjoints avec des organes gouvernementaux pour lutter contre les inégalités.

Cependant, la jeunesse ne peut aspirer à répandre le changement sans le concours d'adultes, de gouvernements et d'organisations alliés. Nous devons œuvrer avec les jeunes pour promouvoir leur autonomisation, plus particulièrement celles des femmes et des membres de groupes marginalisés, car les jeunes ayant une vie civique active sont essentiels pour notre avenir collectif.

À cette fin, Oxfam, après la consultation de jeunes femmes et jeunes hommes, propose les recommandations qui suivent.

RECOMMANDATIONS

Aux gouvernements nationaux et aux organisations multilatérales:

Inclure les jeunes dans la création, la mise en place et le suivi des politiques ainsi que dans la prise de décision, surtout sur les questions qui ont des conséquences sur leur vie.

Appuyer les politiques et les programmes destinés à la jeunesse, engageant les jeunes ayant l'énergie et le désir de changer le monde.

Élaborer des interventions de développement pour la jeunesse qui vont plus loin que maintenir les jeunes à l'école ou dans un emploi ou offrir des projets de création d'emplois. En particulier lorsque la jeunesse frustrée rejoint les rangs d'organisations extrémistes, les initiatives de développement doivent devenir les partenaires des jeunes pour travailler à modifier les réalités politiques à la base de leurs frustrations.

Tous les programmes doivent reconnaître la discrimination systémique qui renforce les inégalités vécues par les jeunes, dont plus particulièrement les femmes, ceux souffrant d'un handicap et les LGBTIQ. Les programmes devraient fonctionner en parallèle avec les jeunes pour développer et mettre en place des politiques qui s'attaquent aux causes des inégalités.

Ne pas traiter les jeunes comme un groupe isolé de la société. En dépit de conflits intergénérationnels et d'inégalités, les jeunes sont appuyés par des familles multigénérationnelles, des communautés et des réseaux, puis rendent la pareille en retour. Tous les efforts déployés pour résoudre les problèmes rencontrés par les jeunes doivent prendre en considération ces liens importants établis avec les leurs, jeunes et vieux.

Améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les garçons et les filles, en portant une attention particulière à ce que les filles terminent leur secondaire et accèdent à des possibilités d'éducation informelles.

S'opposer à la privatisation des services publics. Obtenir des services de santé et une éducation gratuite fait partie des droits de la personne qui minimisent les pires effets des inégalités économiques sur les jeunes.

Continuer à prioriser la collecte, l'analyse et les initiatives de partage de données plus efficaces. Les excellents progrès effectués dans la compréhension des multiples facettes de la réalité de l'emploi pour les jeunes doivent s'étendre aux autres problèmes les touchant. Nous devons mieux comprendre comment les jeunes, hommes et femmes, sont affectés par les dimensions variées de l'inégalité systémique et quelles sont les meilleures mesures pour y répondre.

S'efforcer de réduire l'inégalité économique rampante à laquelle font face les jeunes, en tenant compte des liens entre les diverses dimensions de l'inégalité qui les touche.

- **Adopter des politiques énergiques à l'égard de l'emploi des jeunes,** et associer les jeunes ainsi que le secteur privé dans leur élaboration.

- **Créer et favoriser des emplois décents ainsi que des moyens de subsistance** pour les jeunes et fournir l'accès au crédit pour encourager l'entrepreneuriat. Assurer une égalité d'accès et de possibilités aux jeunes femmes et aux jeunes vivant avec un handicap.
- **Promouvoir la responsabilité sociale des grandes entreprises et des multinationales.** Les encourager à offrir des stages aux nouveaux finissants et à garantir qu'un certain pourcentage d'entre eux seront payés, appuyer des initiatives pour élever le salaire minimum et limiter le salaire des dirigeants.

Évaluer les effets des politiques sur les sexes avant leur mise en place et prioriser positivement les besoins des jeunes femmes. Promouvoir les droits des femmes et leur leadership en s'attaquant à l'inégalité entre les sexes.

- **Créer des conditions propices pour que les jeunes femmes deviennent des citoyennes actives, exercent leur leadership et accèdent à l'égalité d'emploi** en donnant du soutien sous la forme de garderies, de nourriture et de transport, d'enseignement de la lecture, d'horaires flexibles et d'autres arrangements. Reconnaître la valeur du travail non rémunéré des femmes dans leur foyer ou dans l'entreprise familiale.
- **Protéger les droits fondamentaux des filles**, particulièrement des formes de maltraitance des enfants, de violence, d'exploitation, d'esclavage et agir pour éliminer les pratiques nocives.
- **Assurer un accès égal à des services et de l'information non biaisée sur la sexualité et la santé reproductive.**

Promouvoir et, lorsque possible, mettre en place des mesures pour lutter contre le changement climatique, en reconnaissant que le changement climatique est l'un des plus grands défis que cette jeune génération aura à surmonter.

- **Prioriser le financement pour aider la jeunesse vivant dans la pauvreté à s'adapter** aux impacts du changement climatique et appuyer les jeunes ainsi que les groupes de femmes touchés par ces changements.
- **Favoriser les transferts technologiques** qui renforcent les capacités des pays pauvres pour développer des technologies appropriées, des solutions d'énergie renouvelable et du transport durable, en mettant un accent sur l'autonomisation des jeunes.
- **Reconnaître, soutenir et promouvoir le rôle de la jeunesse pour la réalisation des objectifs de développement durable.** Les gouvernements doivent mettre en place des mécanismes structurés de participation et de prise de décision conjointe, surtout dans les domaines qui ont une incidence claire sur les jeunes, puis assurer un financement adéquat pour que les jeunes jouent leur rôle et contribuent à construire un monde plus égalitaire, juste et pacifique pour tous.

Pour le gouvernement du Canada :

Oxfam salue l'engagement démontré par le gouvernement canadien envers les jeunes. La décision du premier ministre Trudeau de se nommer ministre de la Jeunesse, une première canadienne, et sa volonté d'écouter les jeunes sur les enjeux qui sont les plus importants pour eux au sein du Conseil jeunesse sont encourageantes. En outre, l'annonce du gouvernement relative à l'accessibilité

de l'éducation post-secondaire pour les familles à bas et moyen revenu, et un accroissement notable du soutien à l'éducation pour la jeunesse des Premières Nations sont toutes des initiatives importantes pour commencer à résoudre les impacts des inégalités sociales, politiques et économiques sur les jeunes Canadiens.

La plupart des recommandations formulées aux gouvernements nationaux dans ce document d'information s'appliquent aussi au Canada. Nous aimerions en formuler quelques-unes plus précises :

- **Assurer une inclusivité et une diversité au sein du Conseil jeunesse du premier ministre**, lequel sera composé de 30 Canadiens âgés de 16 à 24 ans. La jeunesse des Premières Nations, les jeunes femmes et les jeunes vulnérables et marginalisés devraient occuper une place significative dans le Conseil.
- **Développer une politique jeunesse** en consultant les organisations de la société civile œuvrant avec les jeunes et les jeunes eux-mêmes (y compris la jeunesse marginalisée).
- **Promouvoir l'autonomisation des jeunes au Canada** en investissant dans leur éducation et leur formation, en favorisant le développement d'emploi et leur participation à l'emploi, en accordant une attention particulière aux jeunes dans des situations de vulnérabilité, dont les jeunes des Premières Nations et les jeunes femmes.
- **S'assurer que les jeunes sont au centre des politiques et des solutions qui s'attaquent au changement climatique.** La jeunesse canadienne montre un haut degré de sensibilisation et de préoccupations à propos de l'environnement et elle est prête à faire partie de la solution.

Au niveau international

- **Se positionner comme un allié de la jeunesse au niveau international** et devenir une voix inspirante pour la participation et l'autonomisation des jeunes ainsi que pour la diversité. Donner l'exemple et promouvoir la protection des droits des jeunes.
- **Le soutien accordé aux organisations travaillant avec les jeunes** par le moyen du programme canadien d'aide au développement international doit aider les initiatives dirigées par les jeunes qui visent à demander des comptes aux gouvernements.
- **Promouvoir l'autonomisation de la jeunesse vulnérable et marginalisée** et s'efforcer de réduire les inégalités qui accroissent les difficultés de développement des jeunes.
- **Ajouter des objectifs spécifiques en matière d'emploi des jeunes** dans le programme d'aide internationale et collaborer avec des partenaires pour créer des emplois significatifs pour les jeunes ou créer des entreprises, incluant l'innovation technologique et les arts.

Pour les organisations de la société civile travaillant avec les jeunes :

- **Travailler avec les jeunes en tant que partenaires** et les garder impliqués du début à la fin. Les OSC doivent prendre le temps de s'engager significativement avec les jeunes et de les intégrer au cœur de la conceptualisation de programme, de la recherche, du suivi et de l'évaluation.
- **Chercher au-delà des groupes de jeunes officiels pour trouver et appuyer des projets populaires dirigés par des jeunes.** Redoubler d'efforts pour identifier les jeunes déjà impliqués pour résoudre des problèmes dans leur communauté, les faire connaître de donateurs potentiels et faciliter la création de réseaux parmi les organisations de jeunes.
- **Travailler avec les jeunes, les éducateurs et les décideurs pour changer les normes et les comportements envers les stéréotypes sexuels concernant les rôles et les encourager tous à valoriser l'égalité des droits pour les filles dans la société.**
- **Faciliter la création d'un espace sécuritaire pour que les jeunes puissent s'engager avec les autres acteurs de la société civile et les institutions gouvernementales,** dans lequel ils pourront développer leurs capacités, leurs compétences et leur confiance.
- **Soutenir le développement d'un environnement facilitant pour que les jeunes participent dans la société de manière significative** en s'engageant constructivement avec des adultes qui détiennent un pouvoir de décision.
- **Travailler ardemment pour assurer que les programmes et les activités ne maintiennent pas ou ne reproduisent pas les inégalités qui affectent les jeunes.**

ANNEXE 1

Pays possédant une politique jeunesse nationale

*= Pays où œuvre Oxfam ^= Pays possédant une ébauche de politique jeunesse nationale ou pays où il n'est pas certain que la politique actuelle puisse être considérée comme telle

Notes : Youthpolicy.org considère qu'un pays possède une politique jeunesse nationale seulement s'il adopte une approche holistique des enjeux et si cette politique est appliquée dans l'ensemble du pays. Il y a de nombreux pays ayant des instruments politiques visant la jeunesse qui manquent de clarté et pour lesquels il est difficile de décider si ce sont vraiment des politiques jeunesse nationales ou non. Aux fins de ce tableau, nous avons inclus les pays où la situation manquait de clarté dans la liste des pays qui **possèdent** une politique jeunesse nationale.

*Afghanistan	*Équateur	Maurice	Slovénie
*Afrique du Sud	^Espagne	*Mexique	*Îles Salomon
*Albanie	Estonie	^Micronésie	^*Soudan du Sud
*Allemagne	^*États-Unis	Moldavie	*Sri Lanka
Andorre	*Éthiopie	Mongolie	Suriname
Angola	*Îles Fidji	^Monténégro	Swaziland
Antigua-et-Barbuda	Finlande	*Maroc	Suède
*Arménie	*France	*Mozambique	Suisse
*Australie	Gabon	Namibie	^Syrie
Autriche	Gambie	Nauru	Taïwan
*Azerbaïdjan	*Géorgie	*Népal	*Tadjikistan
^Bahamas	*Ghana	*Pays-Bas	*Tanzanie
^Bahreïn	^Grenade	*Nouvelle-Zélande	*Thaïlande
*Bangladesh	*Guatemala	*Nicaragua	*Timor-Leste (Timor-Oriental)
Barbade	^Guinée-Conakry	*Niger	*Tokelau
Bélarus	^Guyana	*Nigeria	*Tonga
*Belgique	^*Haïti	*Niue	Trinité-et-Tobago
Belize	*Honduras	Norvège	Turquie
*Bénin	Hongrie	*Ouganda	Turkménistan
Bhoutan	*Inde	Ouzbékistan	^*Tuvalu
Botswana	^Irak	Palau	Ukraine
^Bolivie	*Irlande	Panama	Uruguay
*Brésil	Jamaïque	*Papouasie-Nouvelle-Guinée	*Vanuatu
Brunei	*Japon	^*Paraguay	Venezuela
Bulgarie	^*Jordanie	*Pérou	*Vietnam
*Burkina Faso	Kazakhstan	^*Philippines	*Yémen
*Burundi	*Kenya	^*République centrafricaine	*Zambie

*Cambodge	*Kiribati	*République démocratique du Congo	*Zimbabwe
Cameroun	Kosovo	*République dominicaine	
Cap-Vert	^Koweït	^*République populaire démocratique de Corée	
Chili	Kirghizistan	République tchèque	
*Chine	Lettonie	Roumanie	
*Colombie	*Liban	*Royaume-Uni	
Corée du Sud	^Lesotho	*Russie	
*Îles Cook	*Libéria	*Rwanda	
Costa Rica	Liechtenstein	Saint-Kitts-et-Nevis	
^Côte d'Ivoire	Lituanie	^Sainte-Lucie	
Croatie	Luxembourg	^Saint-Vincent-et-les Grenadines	
^*Cuba	Macédoine	*Samoa	
^Djibouti	Madagascar	Saint-Marin	
Danemark	*Malawi	Togo	
Dominique	Malaisie	*Sénégal	
Dominique	Maldives	Serbie	
^*Égypte	Malte	*Sierra Leone	
*El Salvador	^*Mauritanie	Slovaquie	
Pays ne possédant pas de politique jeunesse nationale et où œuvre Oxfam			
Algérie	Laos	Somalie	Tuvalu
Bosnie-Herzégovine	Myanmar (Birmanie)	Soudan	
Canada	Mali	Tchad	
Indonésie	Pakistan	Territoire palestinien occupé et Israël	
Italie	Sahara occidental	Tunisie	

Source : <http://www.youthpolicy.org/> Aperçu des politiques jeunesse nationales, avec quelques corrections et vérifications de la part des bureaux de pays d'Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/worldwide>

NOTES

- 1 Das Gupta et coll. (2014). État de la population mondiale 2014 : Le pouvoir de 1,8 milliard. FNUAP.
- 2 Idem p. 3.
- 3 US Census Bureau International Database. Midyear Population by Youth Age Groups and Sex – UN – Africa. Page consultée le 5 mai 2016. <http://www.census.gov/population/international/data/idb/region.php?N=%20Results%20&T=4&A=both&RT=0&Y=2016&R=110&C=> (en anglais seulement)
- 4 United Nations Department of Economic and Social Affairs (2011). World Youth Report. Conclusions. http://unworldyouthreport.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=10:conclusions&Itemid=131 (en anglais seulement)
- 5 US Census Bureau International Database. Midyear Population by Youth Age Groups and Sex – Canada. Page consultée le 15 mai 2016. <http://www.census.gov/population/international/data/idb/region.php?N=%20Results%20&T=4&A=separate&RT=0&Y=2016&R=-1&C=CA> (en anglais seulement)
- 6 Idem p. 21.
- 7 Communiqué de presse des Nations unies (28 mai 2015). « Nous sommes la première génération qui peut mettre fin à la pauvreté. Nous sommes aussi la dernière génération qui peut ralentir le réchauffement mondial », a fait valoir le secrétaire général à l'occasion d'un discours prononcé devant des étudiants. Page consultée le 6 juin 2016. www.un.org/press/en/2015/sgsm16800.doc.htm (en anglais seulement)
- 8 De Waal et Argenti (2002). p. 16.
- 9 République du Kenya. 2010. « The Constitution of Kenya. » p. 165. http://www.kenya-information-guide.com/support-files/the_constitution_of_kenya.pdf (en anglais seulement)
- 10 The Presidency, Republic of South Africa (avril 2015). National Youth Policy 2015-2020. P. 10. <http://www.thepresidency.gov.za/MediaLib/Downloads/Downloads/NYP%20Policy%202020%20Report.pdf> (en anglais seulement) Fiche d'information du Honduras (octobre 2014). <http://www.youthpolicy.org/factsheets/country/honduras/> (en anglais seulement) La Charte africaine de la Jeunesse définit les jeunes comme étant âgés de 15 à 35 ans.
- 11 Service Canada (avril 2014). Profil de segment de clientèle : « Jeunes âgés de 15 à 29 ans – Ontario ». <http://www.edsc.gc.ca/fra/emplois/imt/publications/psc/jeunes/on/avr2014.shtml?pedisable=true>
- 12 Horizons de politiques Canada (2013). Les jeunes dans le Canada d'aujourd'hui. <http://www.horizons.gc.ca/fra/contenu/les-jeunes-dans-le-canada-daujourd'hui>
- 13 Oxfam (septembre 2015). Youth as Active Citizens: Global Track Record. p. 7 (en anglais seulement)
- 14 Département des affaires économiques et sociales des Nations unies. (2004) World Youth Report 2003: The Global Situation of Young People. New York : Nations unies. Fonds des Nations unies pour la population (2003). « Making 1 Billion Count: Investing in Adolescents' Health and Rights. » (en anglais seulement) État de la population mondiale 2003. New York : FNUAP.
- 15 Oxfam, D. Hardoon, R. Fuentes-Nieva et S. Ayele (2016) Une économie au service des 1 % : Ou comment le pouvoir et les privilèges dans l'économie exacerbent les inégalités extrêmes et comment y mettre un terme. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/an-economy-for-the-1-how-privilege-and-power-in-the-economy-drive-extreme-inequ-592643>
- 16 OCDE. 2014. « Income Inequality Update. Rising Inequality: Youth and the Poor Fall Further Behind. » <https://www.oecd.org/social/OECD2014-Income-Inequality-Update.pdf> (en anglais seulement)
- 17 The Economist. 26 avril 2014. « Age Invaders: A generation of old people is about to change the world economy. » <http://www.economist.com/news/briefing/21601248-generation-old-people-about-change-global-economy-they-will-not-all-do-so> (en anglais seulement)
- 18 « Le coefficient de Gini, nommé ainsi en l'honneur du statisticien Corrado Gini, est une mesure de l'inégalité où une cote de 0 représente une équité parfaite, soit une part égale pour chacun, et une cote de 1 (ou parfois de 100) signifie qu'une personne possède tout. » Cité par Oxfam. 2015. « Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes » p. 33. <http://oxf.am/Ffd>
- 19 Grusky et Kanbur (2006). « Conceptual Foundations of Poverty and Inequality Measurement », Poverty and Inequality. p. 2. (en anglais seulement)
- 20 Bourgois, P. (2001). « The power of violence in war and peace: Post-Cold War lessons from El Salvador » *Ethnography*, volume 2 (1) 5-34, p. 9 (en anglais seulement)
- 21 The Demographic and Health Surveys Program (2011). « Ethiopia: Standard DHS, 2011 », <http://dhsprogram.com/what-we-do/survey/survey-display-359.cfm> (en anglais seulement)
- 22 Corak, M. (2013). « Income Inequality, Equality of Opportunity, and Intergenerational Mobility ». Document de discussion de l'Institute for the Study of Labour (IZA). N° 7520 (en anglais seulement)
- 23 Isaacs, Sahwill et Haskins, *Getting ahead or losing ground economic mobility in America*, Brookings Institution, 2008 (en anglais seulement)
- 24 Consulter, par exemple : E. Gakidou et coll. (2010) « Increased educational attainment and its effect on child mortality in 175 countries between 1970 and 2009: a systematic analysis », *The Lancet*, 376 (9745), p. 959 à 974, [http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(10\)61257-3/abstract](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(10)61257-3/abstract) (en anglais seulement)
- 25 Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES) (2016). « World Youth Report on

- Youth Civic Engagement ». p. 104 (en anglais seulement)
- 26 <http://www.worldpolicycenter.org/policies/is-primary-education-tuition-free>
- 27 Site Web de la GEMS Cambridge International School à Nairobi. Tarification 2015-2016. <http://media.gemseducation.com/media/14083/gcis-nairobi-fees.pdf> (en anglais seulement)
- 28 University of Parakou Website: <http://www.univ-parakou.bj/index.php?id=A01>; Agriculture University of Kétou, website: <http://www.uabenin.org/>
- 29 Sawahel, W. (21 juin 2009). « Benin: Higher Education in Crisis » *University World News*. Page consultée le 7 mai 2016. <http://www.universityworldnews.com/article.php?story=20090618195102162> (en anglais seulement)
- 30 Fédération canadienne des étudiantes et étudiants. (2015). International Comparisons, <http://cfs-fcee.ca/the-issues/tuition-fees-and-access-to-education/international-comparisons/> (en anglais seulement)
- 31 Savoie, L.P. (Août 2012). « Les étudiants dans le rouge : l'impact de l'endettement étudiant » Éditions vie Économique : Coopérative de Solidarité. Vol. 4 (1). http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/16/157/RVE_vol4_no1_FEUQ.pdf
- 32 Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES) (2016). « World Youth Report on Youth Civic Engagement ». p. 148 (en anglais seulement); Oxfam (2014). *À égalité ! Il est temps de mettre fin aux égalités extrêmes*, p. 12.
- 33 Human Rights Watch. (Février 2013). Rapport « High Stakes: Political Violence and the 2013 Elections in Kenya ». p. 37. <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/kenya0213webwcover.pdf> (en anglais seulement)
- 34 Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES) (2016). « World Youth Report on Youth Civic Engagement ». p. 150 (en anglais seulement)
- 35 *The Guardian*. (31 décembre 2015). « Young black men killed by US police at highest rate in year of 1,134 deaths ». <https://www.theguardian.com/us-news/2015/dec/31/the-counted-police-killings-2015-young-black-men> (en anglais seulement)
- 36 Banque mondiale. (2014) « Income inequality and violent crime. Evidence from Mexico's drug war », document de travail de recherche sur les politiques n° 6935, Washington : Banque mondiale (en anglais seulement)
- 37 P. Giuliano et A. Spilimbergo (2009). « Growing Up in a Recession: Beliefs and the Macroeconomy », document de travail du NBER n° 15321, Cambridge : National Bureau of Economic Research, p. 10 et 11, <http://www.nber.org/papers/w15321> (en anglais seulement); D. T. Altindag et N. H. Mocan (2010). « Joblessness and Perceptions about the Effectiveness of Democracy », document de travail du NBER n° 15994, Cambridge : National Bureau of Economic Research, p. 12 à 14, <http://www.nber.org/papers/w15994> (en anglais seulement)
- 38 Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES) (2016). « World Youth Report on Youth Civic Engagement », p. 149 (en anglais seulement); M. Hoffman et A. Jamal (2012). « The Youth and the Arab Spring: Cohort Differences and Similarities », *Middle East Law and Governance* 4 : p. 168 à 188 (en anglais seulement)
- 39 MercyCorps (2015). Youth & Consequences: Unemployment, Injustice and Violence <https://www.mercycorps.org/research-resources/youth-consequences-unemployment-injustice-and-violence> (en anglais seulement)
- 40 Idem p. 8.
- 41 P. Giuliano et A. Spilimbergo (2009) « Growing Up in a Recession: Beliefs and the Macroeconomy », document de travail du NBER n° 15321, Cambridge : National Bureau of Economic Research, p. 10 et 11 <http://www.nber.org/papers/w15321> (en anglais seulement); D. T. Altindag et N. H. Mocan (2010) « Joblessness and Perceptions about the Effectiveness of Democracy », document de travail du NBER n° 15994, Cambridge : National Bureau of Economic Research, p. 12 à 14, <http://www.nber.org/papers/w15994> (en anglais seulement)
- 42 Citation de Sara Elder, auteure principale de « Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015 », rapport de l'OIT paru en 2015.
- 43 Y. Cho et D. Newhouse (2013). « How did the Great Recession Affect Different Types of Workers? Evidence from 17 Middle-Income Countries », *World Development* 41 : 31-50, p. 32 et 39.
- 44 Organisation internationale du travail (OIT) (2013). « Decent Work and Youth: Policies for Action ». p. 27. http://www.ilo.org/americas/publicaciones/WCMS_235577/lang-es/index.htm (en espagnol seulement)
- 45 M. Dao et P. Loungani (2010). « The Human Cost of Recessions: Assessing It, Reducing It », *International Monetary Fund Staff Position Note 10/17*, Washington : Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/spn/2010/spn1017.pdf> (en anglais seulement)
- 46 Organisation de coopération et de développement économiques (2014). « Le creusement des inégalités touche plus particulièrement les jeunes et les pauvres », *Le point sur les inégalités de revenu*, juin 2014 <https://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-Le-point-sur-les-inegalites-de-revenu.pdf>
- 47 OIT (2015). *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015*. p. 2.
- 48 Organisation internationale du travail (2015). Op. cit., p. 49.
- 49 Idem.
- 50 Idem.
- 51 OIT (2012). *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2012*, p. 9
- 52 OIT (2012). *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2012*, p. 22 à 31.

- 53 G. Ferrant, L. Maria Pesando et K. Nowacka (2014). « Unpaid Care Work: The missing link in the analysis of gender gaps in labor outcomes, OECD Development Centre. » (en anglais seulement) https://www.oecd.org/dev/development-gender/Unpaid_care_work.pdf
- 54 OIT (2012). « Working with youth: Addressing the youth employment challenge - Highlights of the national and regional events with young people. » http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---ed_emp_msu/documents/publication/wcms_181907.pdf
- 55 The Economist (2013) Op. cit.; L. Khan (2010) « The long-term labour market consequences of graduating from college in a bad economy », *Labour Economics* 17 : 303-316 (en anglais seulement); P. Oreopoulos, T. Von Wachter, et A. Heisz (2006) « The Short- and Long-Term Career Effects of Graduating in a Recession: Hysteresis and Heterogeneity in the Market for College Graduates », document de travail du NBER n° 12159, Cambridge : National Bureau of Economic Research, <http://www.nber.org/papers/w12159.pdf> (en anglais seulement) Ces résultats sont confirmés par le rapport « Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015 » de l'OIT, qui souligne que les « jeunes sont les premiers à souffrir des conséquences de l'économie qui se contracte et les derniers à s'en remettre pendant les périodes de reprise » (p.15).
- 56 Association canadienne des professeurs et professeurs d'université (ACPPU) (2014). *Almanach de l'enseignement postsecondaire au Canada de l'ACPPU*, Ottawa : Association canadienne des professeurs et professeurs d'université, p. 38; Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (2013), *Les frais de scolarité au Canada*, <http://cfs-fcee.info/wp-content/uploads/sites/2/2013/11/Fact-Sheet-fees-2013-Nov-Fr.pdf>
- 57 Fédération canadienne des étudiantes et étudiants de l'Ontario (2010). « The Racialized Impact of Tuition Fees: Assessing the Social Cost of Post-Secondary Education » Toronto : Fédération canadienne des étudiantes et étudiants de l'Ontario, <http://cfsontario.ca/downloads/CFS-Racialised%20Impact%20of%20Tuition%20Fees.pdf>
- 58 La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants : <http://cfs-fcee.ca/student-debt-and-tuition-fees/>
- 59 Savoie, L.P. (Août 2012). « Les étudiants dans le rouge : l'impact de l'endettement étudiant » Éditions vie Économique : Coopérative de Solidarité. Vol. 4 (1). http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/16/157/RVE_vol4_no1_FEUQ.pdf
- 60 J. Berger, A. Motte, et A. Parkin (2009). « Le prix du savoir : L'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada », quatrième édition. Montréal : Les bourses du millénaire, p. 199 http://www.capres.ca/wp-content/uploads/2015/01/PdSVol4_Fr.pdf
- 61 Idem.
- 62 Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants. (2015). Rapport : « Le chômage et le sous-emploi chez les jeunes au Canada ». p.1. Le sous-emploi décrit tous les besoins non comblés de la population en matière d'emploi et comprend les chômeurs, ceux qui occupent un emploi dont le salaire est en deçà de leurs attentes et ceux qui ont abandonné la recherche d'emploi.
- 63 P. Kershaw (2015). « Population Aging, Generational Equity and the Middle-Class », Vancouver : Generation Squeeze.
- 64 Youth Policy Press. (2014). *The State of Youth Policy in 2014*. p. 8. (en anglais seulement) Le site Web youthpolicy.org considère comme politique jeunesse nationale tout document de politique s'adressant aux jeunes et étant appliqué à l'échelle nationale. Ces documents incluent les plans d'action, les stratégies jeunesse et les agendas jeunesse, mais excluent les lois applicables aux jeunes.
- 65 Youthpolicy.org (septembre 2014). Fiches d'information des pays de l'Océanie. <http://www.youthpolicy.org/factsheets/> (en anglais seulement)
- 66 Youth Policy Press. (2014). Op. cit. p. 8
- 67 Secrétariat à la jeunesse du Québec (2016). « Politique québécoise de la jeunesse », <http://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/politique-quebecoise-jeunesse.asp>
- 68 Groth, A. (17 juillet 2015). « Entrepreneurs don't have a special gene for risk—they come from families with money. » Quartz. <http://qz.com/455109/entrepreneurs-dont-have-a-special-gene-for-risk-they-come-from-families-with-money/> (en anglais seulement)
- 69 Site Web du Youth Employment Inventory. « About the Youth Employment Inventory ». Page consultée le 10 juin 2016. <http://www.youth-employment-inventory.org/about/> (en anglais seulement)
- 70 Site Web du Commonwealth (2013). Page d'accueil du Youth Development Index. Page consultée le 1^{er} juin 2016. <http://www.youthdevelopmentindex.org/views/index.php#OVER> (en anglais seulement)
- 71 Pour obtenir la liste complète des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 (ODD), consultez : Plate-forme de connaissance sur le développement durable. 2015. Sustainable Development Goals. <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300> (en anglais seulement)
- 72 ONU. Bureau de L'Envoyé du Secrétariat général pour la Jeunesse (28 octobre 2014). « The First Global Forum on Youth Policies starts in Baku with launch of 20th Anniversary commemorative logo of the World Programme of Action for Youth. » Extrait daté du 18 juillet 2015. <http://www.un.org/youthenvoy/2014/10/first-global-forum-youth-policies-starts-baku-launch-20th-anniversary-commemorative-logo-world-programme-action-youth/>
- 73 Donnée basée sur le contenu des fiches d'information sur les pays africains du site Youthpolicy.org. <http://www.youthpolicy.org/factsheets/>
- 74 Donnée basée sur les textes des Constitutions accessibles sur le site constitute.org
- 75 Site Web de l'Organisation des États Américains (2016). 'OAS Youth Agenda' (Agenda de la jeunesse) http://www.oas.org/en/youth/oas_youth_agenda.asp
- 76 Banque mondiale (2011). Article : « The Global Partnership for Youth Employment celebrates 3rd birthday »

- <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTLM/0,,contentMDK:23116965~menuPK:8440995~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:390615,00.html> (en anglais seulement)
- 77 Site Web de la Fondation Internationale pour la Jeunesse. « Where we work: Palestine » <http://www.iyfnet.org/country/palestine> (en anglais seulement)
- 78 Goldin (2015) « Towards Solutions for Youth Employment: A 2015 Baseline Report ». p. 16. https://www.s4ye.org/sites/default/files/Toward_Solutions_for_Youth_Employment_Overview.pdf
- 79 Commission européenne. 2016. 'Youth: Supporting Youth Actions in Europe - Structured Dialogue. » http://ec.europa.eu/youth/policy/implementation/dialogue_en.htm (en anglais seulement)
- 80 Secrétariat à la jeunesse. 2012. Synthèse du rapport de mi-étape : Stratégie d'action jeunesse 2009-2014. » <http://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/documents/strategie-2009-2014-synthese-rapport-mi-etape.pdf>
- 81 Secrétariat à la Jeunesse du Québec (2016) 'Stratégie D'action Jeunesse'. <http://www.jeunes.gouv.qc.ca/publications/strategie-action-jeunesse.asp>
- 82 Site Web de la Fondation Internationale pour la Jeunesse. <http://www.iyfnet.org/our-vision-mission> (en anglais seulement)
- 83 Site Web de la Fondation Internationale pour la Jeunesse. 'Build your business.' <http://www.iyfnet.org/build-your-business> (en anglais seulement)
- 84 Fondation Internationale pour la Jeunesse (2015) « Youth Action Net at fifteen. » <http://www.iyfnet.org/sites/default/files/library/2015.pdf> (en anglais seulement)
- 85 Idem p. 12.
- 86 Youth Policy Press, « The State of Youth Policy in 2014. » (2014). op. cit., 30 (en anglais seulement)
- 87 Site Web du Forum européen de la jeunesse. « Les organisations membres ». <http://www.youthforum.org/about/member-organisations/>
- 88 Site Web du Conseil asiatique de la jeunesse. « About us. » <http://ayc.asia/10-2/> (en anglais seulement)
- 89 Site Web de la Banque mondiale. « Digital Youth Summit 2015 » <http://www.worldbank.org/en/events/2015/05/01/digital-youth-summit-2015> (en anglais seulement)
- 90 Site Web de l'ONG Des jeunes pour les droits de l'Homme. « 12th Annual International Human Rights Summit: Youth Takeover at United Nations (Jour de Malala aux Nations-Unies). » <http://www.youthforhumanrights.org/news/youth-summits/12th-annual-yhri-summit-august-2015.html> (en anglais seulement)
- 91 Site Web du Young Americas Forum (2014). « 2012-2014 - Hemispheric forums projecting the IV Young Americas Forum in Panama 2015. » <http://yabt.net/foro/en/f.php?ed=2012-2014> (en anglais seulement)
- 92 Site Web du Youth Summit. <http://www.theyouthsummit.org/> (en anglais seulement) L'organisme caritatif One Young World du Royaume-Uni a aussi tenu de grands sommets annuels de jeunes leaders pour obtenir leurs idées afin de solutionner les problèmes de développement importants.
- 93 Forum européen de la jeunesse, Liges des États arabes et coll. 2010. « Ragusa Declaration on Youth, Migration and Development. » https://www.coe.int/t/dg4/youth/Source/Partners/Euro-Arab_co-operation/Ragusa_Declaration_Euro-Arab_Youth_Co-operation.pdf (en anglais seulement)
- 94 Le Réseau d'Universités Jeunesse et Citoyenneté Mondiale. « About Us. » <http://www.universityuyd.com/index.php/aboutus/> (en anglais seulement)
- 95 Fondation EU-LAC (2016). « CELAC-EU Youth Days. » <https://eulacfoundation.org/en/celac-eu-youth-days> (en anglais seulement)
- 96 Wikina, E. (15 avril 2016). « #Youth4SDGs: A Stroll with Siamak Sam Loni, Global Coordinator, UN Sustainable Development Solutions Network-Youth. » http://www.huffingtonpost.com/ebenezar-wikina/youth4sdgs-a-stroll-with-_b_9702430.html (en anglais seulement)
- 97 <http://sdgyouthactionmapper.org/>
- 98 R. McCrory (Septembre 2013). « Global Youth Policy Advances 2013. » Youth Studies Australia (76) (en anglais seulement)
- 99 PNUD (2013). Document de discussion : « Kenya's Youth Unemployment Challenge. » p. 16
- 100 Government of Kenya, Access to Government Procurement Opportunities Program. 2016. « About Us ». <http://agpo.go.ke/>
- 101 Republic of Kenya, County Government of Kajiado (2013). p. 46 (en anglais seulement)
- 102 Banque mondiale (en anglais seulement) 2015. Young People, Democracy and Governance in Kenya: What they know and how they engage. Well Told Story Program. p. 31. http://www.welltoldstory.net/wp-content/uploads/2015/06/World-Bank-Report_Well-Told-Story_29.05.2015.pdf (en anglais seulement)
- 103 Glassco, J. (2016). Thèse de doctorat – en cours. McGill University, Department of Anthropology (en anglais seulement)
- 104 Agoya, V. (9 décembre 2014). « Board denies locking out job applicants in hiring row. » The Daily Nation Newspaper. <http://www.nation.co.ke/counties/Board-denies-locking-out-job-applicants-in-hiring-row/-/1107872/2550376/-/view/printVersion/-/15r9u5gz/-/index.html> (en anglais seulement)
- 105 Site Web Youth Ki Awaaz (2016). « SBI Youth for India Fellowship. » <http://www.youthkiawaaz.com/category/posts/campaigns/sbifellowship/>

- 106 ComMutiny : Le site Web du collectif de jeunes. <http://www.commutiny.in/> (en anglais seulement)
- 107 Olopade, D. (7 mars 2014). « Comic book convinces Kenyans to dye their chickens pink. » New Republic. <https://newrepublic.com/article/116916/shujaaz-kenyan-comic-book-transforming-education-africa>
- 108 Site Web de l'ONG Breaking the Silence (BTS). www.breakingthesilenceblog.com
- 109 Banque mondiale (2016). « GNI per capita – Atlas Method: South America » Data. <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD> Celle de l'Uruguay est la plus forte. L'indice de GINI pour le Chili était de 0,505 en 2013. Banque mondiale (2016). « GINI Index – World Bank Estimate. » Data. <http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI>
- 110 The Economist (14 avril 2012). « Progress and its discontents. » <http://www.economist.com/node/21552566>
- 111 The Economist (14 avril 2012). « Progress and its discontents. » <http://www.economist.com/node/21552566>
- 112 Maniebo, E. (January 13 2016). « A student's triumph: University education is now free in Chile. » Latin Correspondent. <http://latin correspondent.com/2016/01/a-students-triumph-university-education-is-now-free-in-chile/> (en anglais seulement)

© Oxfam International, août 2016

La recherche, la rédaction et la coordination pour réaliser ce document ont été effectuées par Jennifer Glassco et Lina Holguin.

Jennifer Glassco Jennifer Glassco, âgée de 30 ans, est candidate au doctorat et professeur au Département d'anthropologie de l'Université McGill. Ses recherches portent sur la vie des jeunes et l'agence du Kenya, et l'axe central de son travail est la compréhension de l'impact de l'inégalité sur la jeunesse et la lutte contre celle-ci. Elle détient une maîtrise ès arts en anthropologie et en développement de l'Université de Leiden aux Pays-Bas et s'est impliquée comme volontaire dans des organisations qui font de la recherche et des organisations non gouvernementales au Kenya et en Tanzanie.

Lina Holguin a travaillé pendant 18 ans dans le développement international. Elle s'est jointe à Oxfam en l'an 2000 et est présentement directrice des politiques et des campagnes d'Oxfam-Québec. Elle a dirigé des dossiers sur la politique et le plaidoyer relatifs à l'inégalité et ses impacts sur la jeunesse. Elle était précédemment journaliste à la radio et à la télévision. Elle détient une maîtrise es arts en études de la paix et des conflits de l'Université européenne de la paix d'Autriche.

Oxfam tient à montrer sa reconnaissance pour les contributions des jeunes suivants : Isabel Duchensne et Keith Drakeford, qui ont contribué à une première ébauche de ce document, Catherine Bourgault, Laurianne St-Onge et Caroline Doyon de l'observatoire jeunesse d'Oxfam-Québec.

De nombreux collègues d'Oxfam ont fourni des contributions écrites et du soutien pour concrétiser ce document. Il importe d'accorder une mention spéciale à Ronald Van Moorten, Stephanie de Chassy, Richard Touched, Kelly Bowden, Christian Ferreyra, Magalie Laliberté, Fabrizio Biondi Morra, Lana Pasic (consultante). Ce texte a été édité par Mark Fried

Pour obtenir davantage d'information sur les enjeux soulevés dans ce document, veuillez écrire un courriel à lina.holguin@oxfam.org

Cette publication est protégée par des droits d'auteur, mais le texte peut être utilisé sans frais à des fins de plaidoyer, de sensibilisation, d'éducation et de recherche, pourvu que la source soit intégralement citée. Le détenteur des droits d'auteur demande que toute utilisation leur soit rapportée à des fins d'évaluation d'impact. La reproduction dans toute autre circonstance ou la réutilisation dans d'autres publications ou adaptation, une autorisation de l'auteur est requise et des frais peuvent être exigés. Email policyandpractice@oxfam.org.uk

L'information contenue dans cette publication était correcte au moment de mettre sous presse.

Publié par Oxfam-Québec pour Oxfam International

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 18 affiliés et de 2 organisations observatrices qui travaillent ensemble dans plus de 90 pays dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, pour construire un avenir libre de l'injustice et de la pauvreté. Veuillez écrire l'une des agences pour obtenir de plus amples renseignements ou visitez www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (USA) (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Grande Bretagne (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.ibis-global.org)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.intermonoxfam.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Novib (Pays Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Observateurs :

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Afrique du Sud